



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Formons des comités de préparation de la grève générale jusqu'au retrait du plan Bayrou !



PHOTO ABDESSLAM MIRDASS

- À bas le projet de budget de Bayrou ! p. 2
- LR et RN contre la santé publique et l'environnement p. 6
- Enseignement primaire, arracher nos revendications ! p. 7
- Congrès du SNESup-FSU p. 8
- La cogestion dans l'enseignement supérieur p. 10
- Déclaration internationale en défense de l'Iran p. 14
- Affrontements sur le traité UE-Mercosur p. 16
- Le pogrom fasciste de Torre Pacheco p. 19
- Grèves illimitées à Panama p. 21
- LO, sioniste de gauche p. 24
- Pour arrêter Israël, boycott des armes ! p. 28



2273-8762



À bas les budgets de Bayrou !

Une suite de violentes attaques contre la classe ouvrière

La ligne directrice du plan pour les budgets de 2026 de l'État et de la sécurité sociale que le chef du gouvernement a présenté le 15 juillet est limpide : les travailleurs vont payer pour les capitalistes. Pour trouver 43,8 milliards afin de contenir le déficit public à 4,6 % du PIB en 2026 tout en augmentant encore un peu plus le budget des armées, le gouvernement prévoit une panoplie de mesures, que le président du Medef, enthousiaste, « *je dis bravo Bayrou* », a immédiatement qualifiées de « *lucides, courageuses et équilibrées* ». Il a de quoi en effet se frotter les mains :

- gel de toutes les dépenses budgétaires à leur niveau de 2025, à l'exception des dépenses militaires,
- suppression d'agences « *improductives qui dispersent l'action de l'État* », en réalité dans le viseur du patronat, avec à la clé 1 500 suppressions d'emplois,
- suppression de 3 000 postes de fonctionnaires dès 2026 et non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant en retraite à partir de 2027, soit plus de 50 000 fonctionnaires non remplacés chaque année si cette mesure devait toucher les trois fonctions publiques,
- blocage des salaires des fonctionnaires,
- aucune revalorisation des retraites, des prestations et des allocations diverses, qui seront donc réduites mécaniquement par l'inflation, soit une perte de pouvoir d'achat qui se reportera sur les années suivantes,
- suppression de l'abattement de 10 % sur la base imposable pour les retraités,
- pas de réajustement du barème de l'impôt sur le revenu, ce qui entrainera donc leur augmentation,

alors qu'ils frappent proportionnellement bien plus les travailleurs que la bourgeoisie,

- baisse de 5 milliards des dépenses de l'assurance maladie avec le passage du reste à charge des patients de 50 à 100 euros annuels pour l'achat de médicaments et la remise en cause de la prise en charge des soins pour les malades en affection de longue durée,
- nouveau durcissement des règles d'indemnisation du chômage,
- suppression de deux jours de congés fériés dans l'année, ce qui revient à rendre le travail gratuit obligatoire pendant deux jours,
- pression économique pour que les salariés mal payés renoncent à leur cinquième semaine de congés payés, etc.

La classe dominante ne veut pas payer

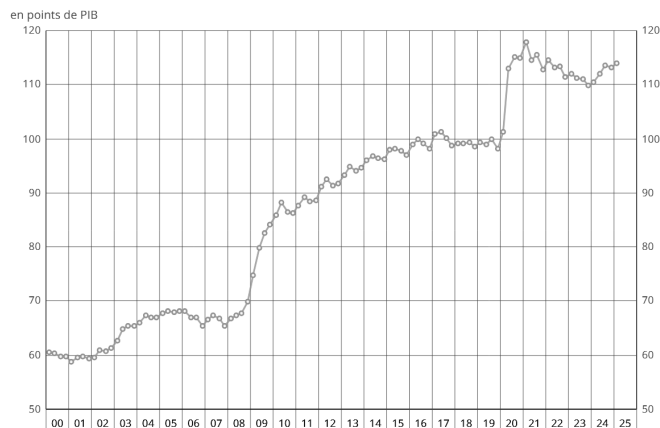
Bayrou justifie cette nouvelle offensive contre la classe ouvrière en 2026 par la nécessité de diminuer le déficit public (prévu par le budget 2025 à 5,4 % du PIB, alors que l'UE fixe un plafond de 3 %) et de mettre ainsi fin à l'accroissement de l'endettement public qui dépasse aujourd'hui les 3 345 milliards d'euros. Il précise que cette politique devra se poursuivre les années suivantes pour ramener le niveau du déficit à 2,8 % du PIB en 2029.

En 25 ans, la dette est passée de 69,6 % à 114 % du PIB, alors que l'Union européenne fixe un plafond de 60 % selon une règle décidée avec l'accord de l'État français, comme celle de 3 % pour le déficit public. Le seul paiement des intérêts atteindra 55 milliards d'euros en 2025.

La raison en est très simple. Quels que soient les gouvernements, l'État bourgeois a systématiquement défaussé les capitalistes (en tant que « personnes physiques » riches ou comme « entreprises ») des charges qui devraient leur incomber, au nom de la défense de la productivité française, et reporté le poids des déficits sur la classe ouvrière et sur la plupart des couches de la petite bourgeoisie (cadres, professions libérales, artisans, petits commerçants, paysans travailleurs, autoentrepreneurs...). Alors que la TVA est supportée essentiellement par les travailleurs, des petits et grands patrons en empochant une partie.

Dans les activités immobilières et dans la restauration, les taux de sous-déclaration seraient les plus élevés, à 15 %. (DGFIP, Le Manque à gagner de TVA en France, septembre 2024)

Cela couterait à l'État entre 19 et 26 milliards d'euros par an (INSEE, *Estimation des montants manquants de TVA*, 25 juillet 2024).



DETTE PUBLIQUE RAPPORTÉE AU PIB / INSEE, *INFORMATIONS RAPIDES*, 26 JUIN
LE PLAFOND FIXÉ PAR L'UE EST 60 %

Plus la fortune des particuliers est élevée et plus la taille des entreprises est grande, et plus ils pratiquent légalement « l'optimisation fiscale » (grâce à des choix géographiques et, en France, à l'aide des multiples « niches fiscales » prévues avec soin par les lois budgétaires du parlement bourgeois) et illégalement la « fraude fiscale » (avec l'aide d'experts comptables et des banques).

Une commission d'enquête sénatoriale a établi que, pour la seule année 2023, le montant des aides et des exonérations de charges en faveur des entreprises atteignait 211 milliards d'euros, sans même compter les aides des collectivités locales et celles de l'Union européenne. Ainsi l'État bourgeois agit comme une pompe aspirante qui prélève une partie des salaires sous la forme d'impôts et de taxes diverses et la reverse sur l'ensemble des entreprises, tout en enrichissant le capital de la finance qui lui prête (58 milliards d'intérêts versés en 2024). Mais cela ne suffit pas pour rendre l'impérialisme français compétitif.

Notre résultat du commerce extérieur est passé de l'équilibre dans les années 2000 à un déficit massif tous les ans répété, qui est une fois de plus cette année comme depuis 5 ans, supérieur à 100 milliards d'euros pour la quatrième année consécutive. (Bayrou, *Le Moment de vérité*, 15 juillet)

Pour cela, il faut augmenter le taux de profit, la rentabilité du capital, donc s'attaquer à la classe ouvrière. C'est pourquoi Bayrou vante les concurrents de l'impérialisme français qui ont su mieux que lui réduire les dépenses publiques, diminuer le coût du travail, où l'on travaille plus, où les jours de congés sont moins nombreux, où le droit au départ en retraite est repoussé encore plus loin, où les chômeurs sont indemnisés moins longtemps...

De nouvelles « négociations » vont donc se mettre en place pour restreindre les droits au chômage et contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel emploi.

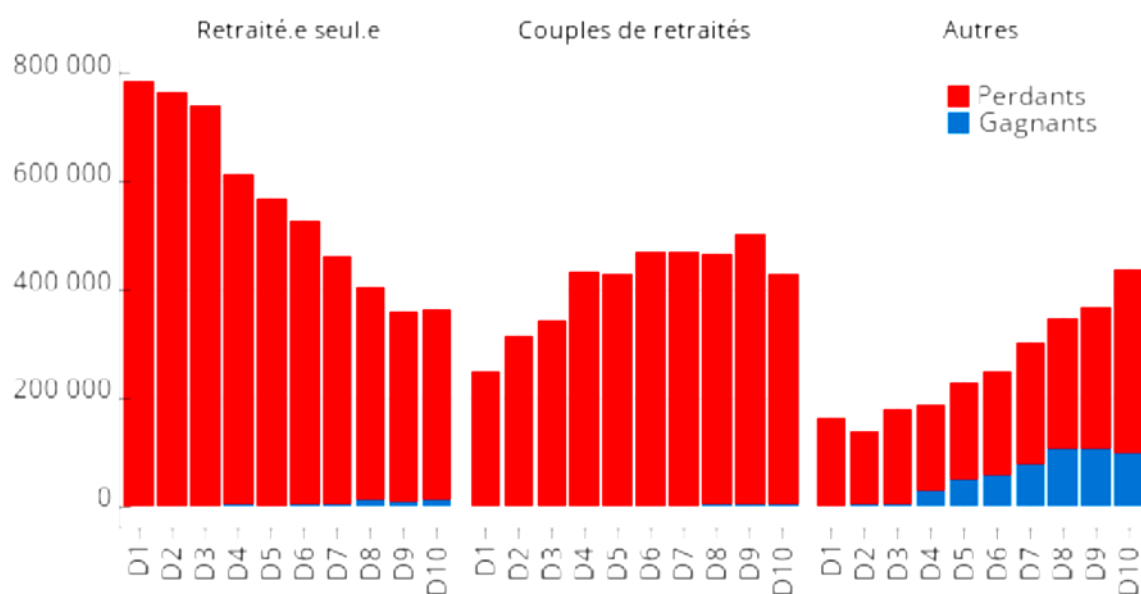
Nous devons lever les obstacles qui tiennent beaucoup de Français éloignés du marché du travail. Dans les prochains jours, je vais proposer deux négociations aux partenaires sociaux, un nouveau chantier sur l'assurance chômage... et aussi un chantier sur le droit du travail... Il n'est pas normal qu'un pays comme le nôtre, avec autant d'emplois offerts, conserve un taux de chômage au-dessus de 7 % et que le nombre d'emplois non pourvus soit aussi élevé. (Bayrou, 15 juillet)

Le financement de la protection sociale est également dans le collimateur, dans le but d'alléger les cotisations patronales donc le coût du travail pour les capitalistes en transférant la charge sur des impôts payés essentiellement par les salariés.

Une reconfiguration de notre système social au moment où il a 80 ans. Et si nous voulons qu'il dure 80 années de plus, nous devons moins faire peser sur le travail le financement de notre système social... Nous devons refonder ce modèle de financement en cherchant d'autres bases pour le financer que le travail. (Bayrou, 15 juillet)

Une exception prévisible à l'austérité : les forces de répression et les moyens de destruction

Les « mesures de simplification » pour liquider tout ce qui peut entraver le développement anarchique du capital, comme les normes environnementales par exemple, seront désormais prises par ordonnances.



PIERRE MADEC, *LES RETRAITÉS LARGEMENT MIS À CONTRIBUTION*, OFCE, 18 JUILLET

LECTURE : LES 10 % DE MÉNAGES LES PLUS PAUVRES (D1) PERDENT ; LES 10 % DE MÉNAGES LES PLUS RICHES (D10) GAGNENT

Nous devons créer un environnement propice à la production par l'allègement et la simplification de toutes les procédures bureaucratiques qui n'asphyxient pas seulement les entreprises, mais les foyers et les personnes, les artisans par exemple, en créant des obligations de dossier toujours plus lourdes et des normes toujours plus nombreuses. (Bayrou, 15 juillet)

Très logiquement du point de vue de l'impérialisme français, autant il faut économiser sur le dos des travailleurs, autant il faut dépenser pour accroître les capacités militaires.

Le salut de la patrie suppose que nous dépensions plus pour notre défense et que chacun prenne sa part de cet investissement et que nous veillions à la souveraineté financière de notre Nation qui passe par des réformes, des transformations et plus de production. Si notre liberté a un prix, le voici. (Macron, Discours aux armées, 13 juillet)

Déjà la loi de programmation militaire 2024-2030 avait prévu quelque 413 milliards d'euros de dépenses. Mais cela ne suffit pas. Comme les autres, l'État français a obtempéré à la demande des États-Unis, au sommet de l'OTAN des 24 et 25 juin, de porter les dépenses militaires à 5 % du PIB à l'horizon 2035. Macron a donc rajouté 3,5 milliards d'euros pour 2026 et 3 milliards pour 2027. En dix ans, le budget militaire aura doublé, passant de 32 milliards en 2017 à 64 milliards en 2027. Mais, a prévenu Macron, pas question que ce réarmement passe par de l'endettement.

Notre indépendance militaire est indissociable de notre indépendance financière, il sera donc financé par plus d'activité et plus de production. (Macron, 13 juillet)

Il ne s'agit pas d'une servilité envers Trump, mais d'un intérêt bien compris. L'impérialisme français voit sa place de première puissance militaire de l'Union européenne remise en cause par l'impérialisme allemand qui a pris un tournant spectaculaire lors de l'arrivée de Merz au pouvoir, avec le vote par la CDU, le SPD et les Verts de la suppression du « frein à l'endettement » pour les dépenses militaires qui devrait lui permettre d'atteindre entre 85 et 110 milliards d'euros par an et l'ambition affichée de se doter de « l'armée la plus puissante d'Europe ». Intolérable pour l'impérialisme français qui doit tenter de défendre son rang.

C'est cet effort qui nous permettra d'assurer notre crédibilité face à nos partenaires, de disposer encore et toujours de l'armée la plus efficace d'Europe, de nouer des partenariats nouveaux comme cette semaine avec le Royaume-Uni. (Macron, 13 juillet)

L'avenir du projet du premier ministre est incertain, le gouvernement n'a pas de majorité et comme il le dit lui-même, « il arrive même que ses soutiens ne soient pas

totallement convaincus ». Mais il compte sur la participation de tous à la discussion.

Ce plan, s'il est perfectible, nous ne demandons qu'à le perfectionner. Toutes ces idées seront examinées, qu'elles proviennent des partis politiques, des groupes parlementaires, du Conseil économique, social et environnemental, ou des partenaires sociaux, des collectivités territoriales ou des citoyens de notre pays. (Bayrou, 15 juillet)

Il n'y a rien à discuter avec le gouvernement Bayrou-Retailleau, retrait pur et simple !

Immédiatement, le PCF et LFI ont promis de déposer une motion de censure à la rentrée. Mais tous savent pertinemment que pour être majoritaire, une motion de censure devra être votée non seulement par EELV mais également par le RN. C'était déjà, pour ceux qui jurent leurs grands dieux de faire barrage au RN, la même tactique employée par le front populaire de l'époque (la NUPES du PS, du PCF et de LFI avec EELV) au printemps 2023 au moment du combat en défense des retraites, chercher l'alliance des voix avec LIOT et le RN à l'Assemblée nationale pour faire tomber le gouvernement. L'Intersyndicale applaudissait, comme elle avait fait croire auparavant que le Conseil constitutionnel allait annuler le projet de loi contre les retraites.

Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse ! Mais en réalité, la chute du gouvernement obtenue dans ces conditions ne serait en rien une victoire pour la classe ouvrière, mais un tremplin pour le RN, assuré de faire un carton aux élections législatives qui s'ensuivraient. La motion de censure est non seulement un substitut à l'appel à la mobilisation de la classe ouvrière, mais aussi une impasse.

Le PS, tout en déclarant qu'en l'état, « ce budget est impossible pour nous, il est inacceptable pour nous », et n'écartant pas le vote de la censure, laisse la porte ouverte aux discussions, comme Olivier Faure l'indique : « Nous ferons nos propres propositions et nous verrons comment réagira le gouvernement. » Le RN a pris à peu près la même position, menaçant le gouvernement d'une censure « si Bayrou ne revoit pas sa copie ».

Des appels aux « citoyens » et au « peuple » à ne pas payer, ne pas consommer, ne pas travailler le 10 septembre pour « une politique juste et humaine », « pour reprendre le pouvoir » circulent sur les réseaux sociaux. Une « politique juste », mais pour quelles classes sociales ? Quand le peuple a-t-il eu le pouvoir ? Qui appelle ? Autant de mystères !

Quant aux directions syndicales qui s'étaient toutes rendues au conclave de Bayrou, elles sont loin de vouloir dresser un front unique ouvrier contre le « plan » de Bayrou.

Deux jours après le discours du premier ministre, un auditeur interpelle la secrétaire générale de la CFDT en lui demandant pourquoi les syndicats ne « déclenchent pas l'arme atomique en appelant à la grève générale » ? En bureaucrate rompue à toutes les ficelles, celle-ci lui ressort les réponses toutes prêtes.

Il n'y a pas de bouton rouge sur lequel appuyer pour déclencher la grève générale, je manie ces outils avec prudence, là c'est le temps de la discussion. Mais fin aout, début septembre, la mobilisation de la CFDT n'est pas du tout exclue. (Léon, France Inter, 17 juillet)

Apparemment, dès que le gouvernement appuie sur le « bouton rouge » pour convoquer la CFDT, celle-ci accourt. Toute l'intersyndicale fait croire que le « gouvernement du socle commun » (Renaissance-MoDem-Horizons-UDI-LR) pourrait « ouvrir les yeux » et faire oeuvre « sociale » pour « l'ensemble de la population » (incluant les patrons ?) si on lui soumettait « d'autres solutions » (oubliées, les revendications ?).

Au lieu d'ouvrir les yeux sur les urgences sociales – salaires, conditions de travail, santé, éducation, climat – le gouvernement choisit de faire payer une nouvelle fois les travailleur-euses, notamment les privé-es d'emploi, et stigmatise les agent-es du service public. (CGT, Communiqué, 15 juillet)

D'autres solutions sont possibles, fondées sur une progression des recettes... La question majeure du financement reste et nécessite des réponses à hauteur des besoins des retraité-es et de l'ensemble de la population. (G9 : FGRFP, LSR et organisations de retraités CFTC, GGC-CFE, CGT, FO, FSU, SUD, Communiqué, 21 juillet)

L'Intersyndicale supplie, par « respect pour le Pays » (avec une majuscule patriotique), le premier ministre d'« ouvrir la discussion », sans demander clairement le retrait pur et simple du plan budgétaire.

Le problème de la dette, c'est d'abord le manque de recettes. Il est temps d'accepter d'ouvrir la discussion sur la progressivité de la fiscalité, la contribution des hauts revenus ou des patrimoines, et la légitimité de l'optimisation fiscale ! (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, SUD, Pétition au premier ministre, 21 juillet)

Mais Bayrou, comme Macron et Le Pen, respecte profondément une partie « du Pays », ses exploiters, ses capitalistes.

Pour les exploités de ce pays, qu'ils soient de nationalité française ou étrangers, il n'y a rien à discuter avec le gouvernement Bayrou-Retailleau. Les exigences du capital sont sans fin, aucune concession ne lui suffira, tandis

qu'il conduit l'humanité à la catastrophe écologique et à la guerre inter-impérialiste.

Formons les comités de préparation à la grève générale !

À nouveau, la question de la grève générale va se reposer à la classe ouvrière.

À nouveau, les partis réformistes (LFI, PS, PCF...) vont tenter de l'enfermer dans les jeux parlementaires et les échéances électorales. À nouveau, les bureaucrates syndicaux, tout en se prêtant au « dialogue social » et acceptant de discuter avec le gouvernement et le patronat des pires attaques contre les travailleurs, vont s'ingénier à disloquer et émietter le mécontentement dans les « journées d'action » stériles ou des « grèves reconductibles » qui épuisent en vain les secteurs combattifs.

Mais la question de la grève générale fait son chemin dans la conscience des travailleurs salariés. Elle est la réponse réaliste pour sortir du piège de l'addition des mécontents derrière les petits patrons façon RN ou des élections aux résultats courus d'avance façon NFP. La grève générale, avec la mobilisation simultanée de toute la classe ouvrière, si elle se dote des comités de grève élus, des comités de quartiers, de villes, du comité national de grève, peut ouvrir une solution politique progressiste à la crise politique actuelle, celle d'un gouvernement des travailleurs balayant le vieux monde, la réaction qui montre les dents, la dictature implacable du profit.

À bas le plan gouvernemental et

toutes les attaques contre la classe ouvrière ! Annulation de la dette publique !

Abrogation de la loi Macron-Borne contre les retraites et de la loi contre les chômeurs ! Suppression des impôts sur la consommation populaire, suppression des cotisations sociales des salariés ! Impôt fortement progressif sur les revenus et le patrimoine ! Dissolution de l'armée professionnelle et des corps de répression !

Sortie des syndicats du Conseil d'orientation des retraites ! Aucune négociation avec Macron ou Bayrou des projets de budget 2026 ! Front unique ouvrier pour leur retrait pur et simple !

Dans les entreprises et les administrations, formons les comités pour la grève générale jusqu'au retrait du projet budgétaire !

21 juillet 2025

rejoins les communistes révolutionnaires !
groupemarxiste.info

LR et RN contre la santé publique et l'environnement

Au parlement, à côté de la fragile coalition officielle du gouvernement Bayrou-Retailleau (le « socle commun » Renaissance-Horizons-MoDem-UDI-LR), sévit en coulisse un bloc LR-RN. En majorité absolue au Sénat, en majorité relative à l'Assemblée, le bloc RN-LR opère conformément au droit français et aux institutions par le jeu des « commissions mixtes paritaires » (constitution de la 5^e république, art. 45).

Le bloc capitaliste, raciste et climatosceptique s'en prend surtout aux travailleurs immigrés. En outre, encouragés par l'exemple du gouvernement américain de Trump, LR et le RN s'efforcent de détricoter légalement les quelques mesures qui étaient prises pour l'environnement.

Les deux principales organisations agricoles, la FNSEA-CNJA (dirigée par LR) et la Coordination rurale (liée au RN) étaient vent debout contre toutes les lois un tant soit peu protectrices des ouvriers agricoles (majoritairement immigrés ou tziganes), des paysans travailleurs et de toute la population.

Malgré un appel de plusieurs sociétés savantes [voir ci-dessous], la proposition de loi « *visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur* » de Duplomb (LR) est adoptée le 8 juillet par l'Assemblée nationale par 225 députés contre ; 316 pour : RN, UDR, LR, Horizons, LIOT, MoDem....

- Elle autorise les ministres à accorder, par décret, une dérogation à l'interdiction de l'usage de plusieurs pesticides de la famille des néonicotinoïdes (acétamipride, sulfoxaflor, flupyradifurone) interdits en France depuis 2018 à cause de leur caractère

cancérigène bien établi ;

- Elle décline des zones humides protégées ;
- Elle permet d'augmenter la taille maximum des plus gros élevages ;
- Elle transfère l'Office français de la biodiversité (OFB) de la tutelle du ministère de l'agriculture à celle de préfet pour la police administrative et du procureur de la république pour le judiciaire.

Ces aberrations cancérigènes et antiécologiques servent une minorité de capitalistes agraires tout en ralliant des petits paysans en flattant leurs illusions de propriétaires. Dans les faits, beaucoup sont des travailleurs de plus en plus dépendants du capital, par le biais des emprunts bancaires, des commandes des firmes agroalimentaires, des centrales d'achat des chaînes de la grande distribution, des prescriptions des fournisseurs de pesticides, etc.

Il arrive que les groupes capitalistes de la chimie qui fabriquent les pesticides cancérigènes, les autres bénéficiaires de la loi Duplomb, soient les mêmes qui vendent des traitements contre le cancer. C'est un des aspects du capitalisme décadent, avec la croissante utilisation mondiale d'énergies fossiles, la montée de la xénophobie, du protectionnisme et du militarisme.

Une pétition de l'étudiante Éléonore Pattery dépasse 2 millions de signatures sur le site du parlement. Mais elle n'a qu'une portée limitée : elle permet d'obtenir un débat à l'Assemblée... sans remettre en cause la loi. Des manifestations se multiplient. Le mouvement ouvrier doit prendre position : Abrogation de la loi Duplomb !

28 juillet 2025

Tribune libre de sociétés savantes publiée dans *Le Monde* », 24 juin

Les dangers des pesticides pour la santé humaine ne sont plus à démontrer. Les expertises collectives de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) de 2013 et 2021, fondées sur une analyse exhaustive de la littérature scientifique, établissent une forte présomption de lien entre l'exposition à ces substances et de nombreux cancers : prostate, leucémies, myélomes, lymphomes, cancers pédiatriques. S'y ajoutent des maladies neurodégénératives, comme la maladie de Parkinson, des affections pulmonaires comme la bronchopneumopathie chronique obstructive et des troubles du développement neurologique chez les enfants...

L'incidence des cancers augmente tous les ans chez les enfants et les jeunes adultes. Est-ce inexorable ? Face à cette situation alarmante, chercheurs et soignants font preuve d'une détermination sans faille pour mieux comprendre l'origine de ces maladies, développer de nouveaux traitements et offrir les meilleurs soins aux patients. Certains facteurs de risque ont d'ores et déjà été identifiés, parmi lesquels les pesticides, des agents sur lesquels seule l'action politique peut avoir un impact. Allons-nous continuer à répéter les erreurs du passé, responsables de scandales sanitaires majeurs comme ceux de l'amiante, ou du chlordécone dans les bananeraies antillaises ?

Pierre Sujobert, membre du conseil d'administration de la Société française d'hématologie ; Dominique Bazy, président de la Fondation ARC pour la recherche sur le cancer ; Philippe Bergerot, président de La Ligue nationale contre le cancer ; Mélanie Courtier, présidente de Jeune & Rose (collectif de jeunes femmes touchées par un cancer du sein) ; Olivier Coutard, président du conseil scientifique du CNRS ; Agnès Linglard, présidente de la Société française de pédiatrie ; Philippe Pourquier, président de la Société française du cancer ; Emmanuel Raffoux, président de la Société française d'hématologie ; Gérald Raverot, président de la Société française d'endocrinologie ; Marie Vidailhet, présidente de la Société française de neurologie ; Anne Vuillemin, présidente de la Société française de santé publique.

Enseignement primaire

Nous voulons arracher nos revendications !

Privé de majorité parlementaire, le gouvernement Bayrou nommé par Macron ne peut dire ouvertement qu'il faut augmenter le temps de travail des enseignant(e)s, les flexibiliser et les précariser, continuer à les payer mal. Il a donc envoyé sa ministre Borne s'interroger tout haut pour « *savoir s'il ne faut pas revoir les vacances* » (*BFM TV*, 3 février 2025) et maintenant il affirme qu'il convient de modifier « *l'organisation de la journée des enfants de 3 à 18 ans* » (*Franceinfo*, 2 mai 2025).

400 euros pour tou(te)s ! augmentation du point d'indice ! échelle mobile des salaires et rattrapage du pouvoir d'achat perdu !

Nous n'avons, nous, que notre salaire pour vivre et nous sommes, nous, éminemment utiles socialement, comme toutes les autres travailleuses-travailleurs qui font fonctionner tous les services ou produisent toutes les richesses : nos revendications sont légitimes, la dette publique n'est pas la nôtre, la course au réarmement n'est pas notre choix.

Le budget 2025 a maintenu l'austérité pour nos salaires et le 1^{er} mars, le gouvernement Bayrou a décidé de réduire de 10 % la rémunération des fonctionnaires pendant les congés maladie. « Riposte » des sommets syndicaux :

Les organisations syndicales CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP refusent que 2025 soit une nouvelle année blanche pour la Fonction publique. Elles appellent à la mise en oeuvre d'un agenda social ouvrant rapidement des négociations pour une Fonction publique qui retrouve toute son attractivité... (Lettre ouverte au ministre de la fonction publique, 18 mars 2025)

On imagine la satisfaction qu'a ressentie Marcangeli... en entendant les dirigeants de fédérations réclamer l'application de « *l'agenda* » qu'il a proposé le 13 février au Conseil commun de la fonction publique, en les voyant le 19 mars, au ministère, accepter des rencontres sur plusieurs mois, avec « *un projet d'accord sur la qualité de vie et les conditions de travail* », et encore le 9 avril, avaler « *la dynamisation des milieux de carrière* » qui camoufle le refus des augmentations pour tous et signifie une amélioration très minime des salaires pour 15 à 20 ans d'ancienneté.

Et quel soulagement pour Marcangeli quand il a lu que les syndicats ne menacent, dans le cas hypothétique où il faudrait réagir, que de « *la construction de mobilisations des personnels* ».

L'ensemble des organisations syndicales représentatives continueront d'échanger dans les prochaines semaines pour définir ensemble toutes les réactions communes qui s'avèreraient nécessaires, pouvant aller jusqu'à la construction de mobilisations des personnels de la fonction publique pour exprimer leurs légitimes revendications. (CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, FA-FP, Lettre ouverte, 18 mars 2025)

Les journées d'action que l'Intersyndicale décrète ne perturbent en rien les plans gouvernementaux, nous en avons fait mille fois l'expérience, elles ne sont pas faites pour gagner.

Au pire, elles ne concernent qu'une fraction des personnels, comme le 21 mai, les seul(e)s enseignant(e)s des lycées agricoles protestant contre les suppressions de postes, alors que la pénurie est criante partout et qu'une seule catégorie n'a aucune chance de l'emporter seule. Et toujours elles annoncent au gouvernement : demain nous remettrons la base au boulot, ne craignez rien ! Ainsi en a-t-il été du 3 avril ou du 13 mai dernier. Elles participent à la démoralisation, laissant croire qu'on ne peut rien.

Il faut préparer la grève jusqu'à satisfaction !

Le premier degré de l'enseignement public, comme le reste de l'édifice, a subi une vague d'attaques contre ses personnels et ses élèves. La précarité a bondi en 15 ans (+ 80 %), la formation a été réduite, le nombre de démissions a explosé (+ 700 % depuis 2008) ; les primes et pactes s'imposent au détriment de l'égalité de traitement et les femmes continuent à être perdantes à ce « jeu » ; l'autoritarisme, l'installation d'une hiérarchie intermédiaire via les directeurs mouture loi Rilhac, les atteintes à la liberté pédagogique ; des budgets qui empêchent la création des postes nécessaires à l'accueil efficace des élèves allophones ou en situation de handicaps, quand 10 milliards annuels arrosent le privé sous contrat (dont Stanislas et Bétharram...).

Cette liste non exhaustive démontre qu'il faut organiser une riposte massive, nationale, mobilisant tous les personnels qui participent aux tâches de formation. Elle exige qu'ils se dressent, unis, organisés, face au gouvernement. La place des syndicats est dans ce front uni, pas dans les conclaves et autre convention !

Préparons la grève générale pour arracher nos revendications, pour infliger enfin une défaite cinglante au gouvernement serviteur du capital.

24 mai 2025

Congrès du SNESup-FSU, Angers, 3-5 juin 2025



Le congrès d'orientation du SNESup (un syndicat de métier affilié à la FSU, le principal des enseignants du supérieur) s'est tenu du 3 au 5 juin 2025 à Angers.

Une représentativité en déclin

Environ 92 000 travailleurs enseignent dans les établissements publics d'enseignement supérieur. Parmi eux, 55 000 sont titulaires du supérieur, 13 000 issus du secondaire et 24 000 sont contractuels. En outre, l'ESR emploie un halo d'environ 170 000 vacataires dont la plupart sont encore plus précaires (+30 % en 7 ans) que les contractuels. Une majorité des enseignants de l'enseignement supérieur se trouve hors statut de la fonction publique, privée de la protection juridique officielle.

Officiellement, le rôle du congrès est de discuter de l'orientation du syndicat et de renouveler sa direction. Quatre tendances présentaient une orientation :

- Action syndicale (AS), l'étiquette de la direction de type NFP (U&A dans la FSU),
- AGIR, une scission bureaucratique de la direction),
- École émancipée (EE) qui cogère la FSU avec U&A,
- Pour un syndicalisme de combat (PSC), la seule opposition lutte de classe.

1 564 syndiqués ont voté, soit un peu moins d'un tiers (32 %). 77,7 % d'entre eux ont voté en faveur du bilan, 5 % ont voté contre, le reste s'abstenant ou ne prenant pas part au vote. Les deux tendances qui se partagent l'essentiel des postes de direction sont restées majoritaires : 52,7 % des exprimés pour AS et 32,5 % pour EE. AGIR a obtenu 11 % et PSC a obtenu 4,2 %.

La plupart des délégués avec qui des discussions avaient été engagées lors de précédents congrès (notamment de Guadeloupe et de Martinique) sont absents. Les échanges les plus riches ont lieu avec les trois salariées du SNESup, pour certaines syndiquées à la CGT et traitées comme des larbins par les chefs du syndicat.

Un appareil de plus en plus cogestionnaire

Le congrès comporte 103 délégués, en diminution par rapport au congrès d'orientation précédent, élus par les sections (environ 50 représentées) qui ont voté préalablement sur le bilan de la direction et sur les motions d'orientation. Le congrès vise en réalité à valider la future direction et laisse peu de place au débat. En effet, Anne Roger, après six ans de collaboration avec

les gouvernements nommés par Macron, laisse la place à Emmanuel de Lescure, qui va poursuivre dans la même voie alors que la bourgeoisie française fait le choix du militarisme et de la réaction.

Les chefs du syndicat se plient aux exigences de la classe dominante en temps de réaction et de militarisme. Au moment, où Bayrou ne dispose pas d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, le gouvernement s'appuie d'autant plus sur le « dialogue social » pour légitimer ses projets. Pendant le congrès, les chefs du SNESup ont répondu à l'appel : il ne s'agit même plus de prétendre agir à la fois « dans les conseils » et « dans les luttes » avec les collègues ; la priorité est à présent accordée aux conseils qui mettent en place toutes les « expérimentations » de privatisation, et à rendre le CNESER décisionnaire.

Le CNESER est une machine à faire passer les projets du gouvernement. À titre d'exemple, il y a quelques années, la modification de l'arrêté doctorat avait été négociée par les chefs syndicaux au CNESER. La discussion au CNESER avait directement empêché la mobilisation des travailleurs contre cette modification qui a entériné les doctorats de droit privé, la sélection à chaque année de la thèse, la mise en place d'un serment « d'intégrité »... Le projet a été adopté quelques mois après, avec quelques reformulations qui n'ont en rien changé le projet initial du gouvernement. Rendre le CNESER « décisionnaire », si cela devait arriver, ne servirait qu'à intégrer d'autant plus les syndicats à l'élaboration des projets de l'État contre les travailleurs et les étudiants et à empêcher toute mobilisation.

Pour s'associer à l'élaboration des plans d'austérité, il a fallu remiser toute référence aux mots d'ordre nationaux de bataille des travailleurs de l'ESR comme des étudiants. L'appel du congrès ne fait mention d'aucune exigence de retrait de tous les projets de privatisation locaux comme nationaux, d'aucun mot d'ordre contre le budget de guerre de Bayrou, d'aucune revendication pour les précaires. Pendant les débats, il n'était pas question d'exproprier l'enseignement supérieur privé mais seulement de l'encadrer. Pour les étudiants, le mot d'ordre d'abrogation des lois de sélection (*Parcoursup*, *MonMaster*) a été supprimé et remplacé par un mot d'ordre de remplacement des plateformes.

En février, les étudiants de Rennes 2 avaient dénoncé la cogestion et la mise en place de l'austérité par la présidence SNESup. Les chefs syndicaux les avaient reçus avec un service d'ordre. Pendant le congrès du SNESup, ils ont formalisé leur réponse, qui en substance signifie : nous allons cogérer et, pour cela, nous abandonnons tout combat contre l'austérité et contre la sélection.

Un appareil de moins en moins tolérant à la critique

La délégation Pour un syndicalisme de combat comportait trois délégués. Ils sont intervenus dans les séances plénières pour défendre une orientation lutte de classe contre le gouvernement Bayrou. Lors de la première séance plénière, la première intervention de la discussion a été faite par un délégué PSC en défense des précaires. Ces derniers sont très largement sous-représentés dans le syndicat, et complètement absents du congrès. Une seconde intervention a été faite par un autre délégué sur la nécessité de rompre avec la cogestion et de préparer le combat contre le gouvernement face à l'ensemble des plans de privatisation et d'austérité. La direction nationale du syndicat n'a pas jugé utile de répondre.

Au moment où Anne Roger faisait ces adieux comme secrétaire générale, elle a précisé que le rôle des tendances était d'exprimer des avis différents à condition qu'ils fassent la synthèse (comme au PS). C'est ce que les autres tendances font constamment.

La tendance PSC avait déposé trois motions :

- Ni concertations ni cogestion, préparons la grève générale pour vaincre le gouvernement.
- Contre le militarisme.
- Pour le boycott des armes contre le génocide à Gaza.

[voir les trois dans *Révolution communiste* n° 68]. Alors que la direction nationale proposait d'abandonner le mot d'ordre d'abrogation des lois de sélection, le délégué PSC a demandé à ce que soit mis au vote « *Abrogation de toutes les lois de sélection (Parcoursup, MonMaster, CSI...)* ». Le bureau a alors refusé de prendre en compte l'amendement et a tout simplement interdit que la proposition soit mise au vote.

Les résultats des votes sur les textes de la tendance AS qui s'arroge le droit d'être la seule à en soumettre au congrès ont été les suivants :

- thème 1 : 68 pour, 1 abstention, 3 contre ;
- thème 2 : 72 pour, 6 abstentions, 3 contre ;
- thème 3 : 75 pour, 1 abstention, 3 contre ;
- appel du congrès : 60 pour, 4 abstentions, 2 contre (un délégué PSC avait dû partir).

Les tendances EE et AGIR ont voté pour ou se sont abstenues. Devant la base syndicale, elles disent s'opposer, mais, loin de la base, il s'agit, pour elles, de prétendre infléchir la ligne de la direction du SNESup, jamais de la remettre en cause.

PSC a été la seule tendance à voter contre. Ces résolutions servent à légitimer l'accompagnement systématique de la politique d'austérité et de privatisation du gouvernement, la marche à l'intégration du syndicat dans les conseils et au CNESER, de la participation de la FSU au COR, au CESE, etc... À l'inverse, PSC combat pour que les syndicats soient au service des travailleurs, indépendants de l'État bourgeois, pour être capables de



TAG ÉTUDIANT SUR LE MUR DU CONGRÈS FSU, JRENNES, ANVIER 2025

défendre efficacement les travailleuses et les travailleurs contre les attaques gouvernementales.

Des finances opaques

Les délégués ont dû également voter le quitus financier, alors qu'à aucun moment les comptes n'ont été présentés.

Au moment du rapport financier, le représentant de la direction nationale a annoncé la réduction des « charges de personnel ». Concrètement, des camarades salariés n'ont pas été remplacés, ce qui signifie nécessairement que les tâches reposent maintenant sur ceux et celles encore présents. Les délégués PSC ont combattu les méthodes et le lexique du patronat employés par la direction. Ils ont exigé des explications face au congrès. Aucune réponse n'a été apportée. Deux délégués PSC ont décidé de ne pas prendre part au vote puisqu'aucun document n'a été présenté. Un délégué a décidé de ne pas séparer fond et forme et de condamner la politique patronale de la direction et a voté contre. Sans nos camarades salariés, le syndicat ne fonctionnerait tout simplement pas. Le vote du quitus a donc été 81 pour, 2 abstentions, 1 contre, 2 ne prenant pas part au vote.

Rompre avec tout gouvernement bourgeois et arracher les revendications !

Les élus PSC au sein de la commission administrative nationale du SNESup auront à cœur de

- défendre les intérêts des travailleuses et des travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (en particulier des précaires),
- faire du syndicat un outil à leur service, indépendant vis-à-vis du patronat et de l'État bourgeois,
- oeuvrer à une seule confédération de tous les salariés, démocratique et lutte de classe, avec un seul syndicat par entreprise ou administration rassemblant tous les métiers.

14 juin 2025

La cogestion dans l'enseignement supérieur



AFFICHE DE 1968

Selon les multiples appareils syndicaux de l'enseignement (SNESup-FSU, SGEN-CFDT, Sup'Recherche-UNSA, FERC-CGT, SNPRESS-FO, SUD Éducation...) et des organisations étudiantes (UNEF, UE, SE, FSE, UNEF-RS...), il s'agirait d'une « conquête » acquise en 1968. La participation aux organes de cogestion d'établissements (CA, CSA...), régionaux (CESER...) et nationaux (CESE, COR, CNESER...) serait indispensable pour « obtenir des informations » et « faire des propositions ». De la même manière, les directions confédérales s'associent au Conseil d'orientation des retraites, au Conseil économique, social et environnemental, aux organes de direction des groupes capitalistes et acceptent de discuter de toutes les attaques contre les salariés avec le gouvernement.

En fait, les bureaucraties syndicales et les pouponnières étudiantes de bureaucrates (Marylise Léon, Sophie Binet, etc. en sont issues) sont intégrées par ce biais à l'État bourgeois, ce qui les rend incapables de lutter efficacement pour les revendications ou contre les mesures de sélection et de concurrence qui se succèdent depuis cette date à l'université.

Dans les syndicats de salariés et d'étudiants, les partis ouvriers bourgeois (LFI, PS, PCF...) sont en première ligne pour appliquer la cogestion. Ils sont flanqués des organisations centristes (LO, NPA, RP, POI, PCR...) et de leurs regroupements (Poing levé, École émancipée...) qui bavardent sur la révolution mais pratiquent quotidiennement la cogestion, comme leurs maîtres.

Pour les jeunes en formation et les travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, il faut établir la vérité sur l'origine, la nature et le rôle des conseils de cogestion, pour préserver l'indépendance de leur organisation et réaliser l'unité avec l'ensemble des travailleurs.

Entre fabrication de l'idéologie dominante et soumission de la science au capital

La recherche scientifique s'est développée à une échelle inédite dans l'histoire de l'humanité quand le mode de

production capitaliste, qui repose sur le profit, la concurrence et l'innovation, est apparu en Europe occidentale voici six siècles. Pourtant, elle ne se déroule qu'en partie dans les entreprises capitalistes elles-mêmes.

L'université et les grandes écoles sont au carrefour de la production de la main d'œuvre qualifiée, de la recherche scientifique fondamentale et du renouvellement permanent de l'idéologie dominante. Elle constituent en effet un gigantesque réservoir d'idées dans lequel vont puiser les gouvernants, les hauts fonctionnaires, les partis politiques bourgeois, l'état-major, les managers des entreprises capitalistes, les diplomates, les journalistes, etc. Comme il n'est pas possible de savoir à l'avance quelle justification sera pertinente pour les praticiens du capitalisme ni quelle recherche débouchera sur une innovation rentable, il faut laisser une certaine indépendance à l'université et aux organismes de recherche publique (en France, CNRS, INSERM, INRA, INRIA, IFRE...).

Les appareils syndicaux s'appuient sur l'aspiration légitime à la liberté de recherche, à la liberté pédagogique et à l'autonomie des enseignants et des chercheurs (vis-à-vis des patrons, du gouvernement, des généraux, des prêtres de toute obédience, des autres groupes de pression, des maires...) pour justifier leur cogestion qui couvre, au contraire, la soumission accrue à l'autoritarisme des présidents d'université, à la précarisation et au profit.

Mais la marge de manoeuvre des enseignants et des chercheurs tend à se réduire avec le déclin du capitalisme, avec la phase impérialiste. La recherche scientifique comme toute activité humaine, s'effectue dans le cadre d'une société donnée fondée sur des rapports entre les êtres humains (rapports de production) donnés. Sous le mode de production capitaliste, le développement scientifique et technique est orienté principalement vers le développement de l'automation pour permettre la réalisation de profit (l'intelligence artificielle en est un exemple). Depuis un siècle, le capital s'est concentré et centralisé dans des groupes transnationaux. Les États bourgeois ont achevé le partage du monde. La guerre est devenue permanente à l'échelle internationale.

La science et la technique servent plus que jamais au développement de l'intimidation entre puissances impérialistes et aux conflits locaux (Soudan, Gaza, Ukraine...). Elles sont plus que jamais soumises à l'impératif du profit. Lors de la pandémie de covid, la concurrence entre groupes pharmaceutiques privés a retardé la production et la distribution de vaccins. Les hôpitaux ont subi le manque de personnels, la pénurie de matériel et le manque de locaux. Toute chercheuse et tout chercheur est confronté aujourd'hui à l'obligation de publications, de résultats et à la recherche de financements qui orientent la recherche selon les besoins des entreprises.

La subordination des universités publiques, objectif de la bourgeoisie française

Dès 1968, après le soulèvement de la jeunesse étudiante et la grève générale des travailleurs, le gouvernement de Gaulle-Pompidou-Faure abandonne temporairement l'objectif de sélection à l'université. En revanche, il n'abandonne pas l'objectif de soumettre l'enseignement supérieur et la recherche publique aux nécessités du grand capital. Et il tente de refaçonner l'université pour prévenir tout risque d'explosion, en misant sur la confusion orchestrée par les directions syndicales réformistes et sociales-chrétiennes, les anarchistes et les centristes.

Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire qu'une révolution ait été faite simplement par les révolutionnaires. Il faut que ces révolutionnaires entraînent avec eux des réformistes ; mais nous faisons tout ce qu'il faut pour qu'ils n'y parviennent pas. (Edgar Faure, *Philosophie d'une réforme*, Plon, 1969, p. 108-109)

Le projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur est discuté soigneusement par le général en personne et il est adopté du 12 novembre 1968 par un large consensus parlementaire (441 pour, 1 contre), en dépit de réticences de certains caciques du gaullisme : si Sanguinetti et Fouchet s'abstiennent, quasi tous les députés UDR (aujourd'hui LR, UDR de Ciotti) le votent en compagnie des RI (aujourd'hui Renaissance, MoDem, UDI), de la coalition front populiste FGDS (aujourd'hui PS, LFI, UDI, PRG). Le PCF s'abstient.

La loi de Gaulle-Faure en finit avec les facultés napoléoniennes dirigées par des recteurs.

La conception napoléonienne de l'université centralisée et autoritaire est périmée... il faut en faire disparaître les dernières traces au plus vite. (Edgar Faure, *Discours à l'Assemblée nationale*, 24 juillet 1968)

La loi de Gaulle-Faure fusionne les anciennes facultés dans de nouvelles universités pluridisciplinaires sur un modèle inspiré des États-Unis : elle est la première loi de fusion pour atteindre une taille internationale. Elle est aussi la première loi de mise en concurrence et de cogestion des universités.

Il faudra ensuite qu'en abrogeant ou en aménageant certains (les textes existants), elle permette au gouvernement de laisser aux établissements, dans les limites à fixer, une grande liberté et, de ce fait même, une grande responsabilité quant à la définition de leur organisation juridique et administrative, de leur vocation disciplinaire et pluridisciplinaire, du contenu, de la forme et de la sanction de leurs enseignements. (Edgar Faure, *Discours*)

Il s'agit donc de donner progressivement une personnalité juridique aux universités et de désengager l'État. Cette « autonomie » donnée aux universités en 1968 a déjà l'objectif de dicter l'orientation de la recherche et de

l'enseignement supérieur selon les besoins du grand capital et d'instaurer la concurrence.

Un autre problème est celui de savoir s'il faut associer à la gestion des établissements universitaires des personnalités extérieures à compétence économique et sociale. C'est une question très délicate. Dans un sens, ce serait une manière d'ouvrir l'Université vers le monde et vers la vie, et plus prosaïquement de mieux utiliser des possibilités d'emploi et de spécialisation. (Edgar Faure, *Discours*)

Selon le gouvernement de Gaulle-Pompidou-Faure, 50 ans avant Macron et Bayrou, l'enseignement supérieur et la recherche doivent déjà être restructurés et gérés comme une entreprise capitaliste.

Au budget actuel, tout entier centré sur le contrôle de la régularité formelle des dépenses et sur l'application de dispositions réglementaires, rigides et uniformes, doit être progressivement substitué un budget fonctionnel, orienté comme dans les entreprises modernes sur la réalisation d'objectifs clairement définis. (Edgar Faure, *Discours*)

Le même gouvernement de Gaulle-Pompidou met discrètement en place le numérus clausus en médecine.

Pour appliquer la loi gaulliste de 1968, le parti stalinien scissionne le syndicalisme étudiant

Alors que sa scission stalino-maoïste de 1966 PCMLF y voit la preuve de la « fascisation » de la 5^e république, le PCF fait passer la loi de Gaulle-Faure pour un résultat des « luttes du printemps » (la révolte étudiante, la grève générale et la crise révolutionnaire de 1968 sont présentées par le PS, le PCF et LO comme de simples « luttes » économiques).

Le gouvernement a été contraint d'adopter certaines mesures positives, ce qui témoigne du résultat des luttes du printemps. (Bureau politique du PCF, *Relevé de conclusions*, 14 novembre 1968)

Les appareils du SGEN-CFDT, de la CGT, du SNESup-FEN (conquis par le PCF) se présentent aux élections. Comme l'UNEF refuse de participer, le PCF et l'UEC la scissionnent avec l'aide du PS, du Parti radical de gauche, de la CIR de Mitterrand pour créer l'UNEF Renouveau. Le MJC scissionne de même les comités d'action lycéens (pour former l'UNCAL).

LO n'y trouve rien à redire. Avec un langage gauchiste, le PSU de Rocard, la GP anarchomaoïste (*La Cause du*

CERTAINS CAMOUFLENT LA PORTÉE DE LA LOI DE GAULLE-FAURE ET L'APPUI DU PCF
LUTTE OUVRIÈRE, 25 SEPTEMBRE 1968

La réforme universitaire d'Edgar Faure
Beaucoup de bruit pour rien

peuple) et la LC procastriste (aujourd'hui NPA et RP) quittent l'UNEF, ce qui facilite l'opération du PCF. Aujourd'hui, RP et son Poing levé répètent le PCF et l'UEC de l'époque.

Cette réforme constitue une avancée. (Georges Camac, *Site RP*, 19 février 2018)

Chaque loi de la 5^e république aggrave la situation des enseignants-chercheurs et des étudiants

Depuis, les lois suivantes ont aggravé la soumission des universités au capital. Avec la « loi relative aux libertés et responsabilités des universités » du 10 août 2007 (loi Pécresse LRU), les universités deviennent plus concurrentes que jamais. Elles gèrent leur masse salariale. Elles peuvent bénéficier de fonds privés. Elles peuvent créer des fondations partenariales, dotées de la personnalité morale, en partenariat avec des entreprises.

La filiation avec la loi Faure est clairement indiquée par une des artisans de la LRU. L'objectif de la bourgeoisie depuis 1968 est bel et bien la mise en concurrence des établissements, le désengagement financier de l'État et la soumission aux exigences du capital.

De ce point de vue, il me semble que les deux lois qui ont suivi – la loi d'orientation de 1984 ou loi Savary et la loi LRU... de 2007 – s'inscrivent directement dans la continuité de la loi Faure. Elles constituent des étapes supplémentaires vers un modèle de structuration du système d'enseignement supérieur qui place les universités au cœur du dispositif. (Christine Mussin, membre de la commission Schwartz, *Les Universités, d'Edgar Faure à nos jours*, Académie des sciences morales et politiques, octobre 2009)

La LRU permet donc de rapprocher les universités publiques des groupes capitalistes : gestion de la masse salariale, appel de fonds privés, création de fonds privés, répartition des services, politique de contractualisation, politique d'attribution des primes et intéressement... Les conseils d'administration des universités ressemblent de plus en plus aux conseils d'administration ou aux conseils de surveillance des grandes entreprises capitalistes. La LRU réduit le nombre d'élus dans les conseils pour resserrer les membres des CA autour du président (de la présidente) qui doivent se comporter comme les présidents des conseils d'administration ou les directeurs des groupes capitalistes.

La LPR adoptée en décembre 2020 permettra de démanteler plus avant les statuts qui protégeaient les enseignants-chercheurs : recrutement contractuel local avec les chaires de professeur junior, création d'un régime indemnitaire (RIPEC) à l'instar de celui des personnels non-enseignants (RIFSEEP), gestion des carrières... Les conseils gèrent la déclinaison locale de

ces politiques et classeront les dossiers. Le président aura le dernier mot sur les attributions.

La loi Fioraso de 2013 consacre les fusions d'établissements, le regroupement en association, en COMuE et/ou en IDEX. Les conseils sont les artisans de ces fusions, ils les préparent et les votent.

En 2018, une ordonnance permet la création d'établissements publics expérimentaux (EPE) ou de formes intermédiaires comme les conventions de coordination territoriales (CCT). Dans les grandes lignes, il s'agit d'une fusion d'établissements publics, privés ou d'entreprises sous la direction unique d'un conseil d'administration et de son président. Les EPE puis les Grands établissements peuvent permettre :

- Une dérogation au Code de l'éducation sur un certain nombre de points.
- La possibilité de déroger entièrement aux livres VI et VII de ce même code qui structuraient l'enseignement supérieur public.
- La levée de toute restriction à la réalisation de prestations commerciales, industrielles, et à la création de filiales.
- Un glissement ultérieur vers l'autofinancement par prestation.
- Des recrutements EPE sur droit privé.
- Une rivalité interne entre établissements composantes d'un EPE et une concurrence entre EPE exacerbées.
- Une multitude de diplômes locaux payants ou sur projet.

Les universités deviennent donc des « universités-entreprises » où il faut vendre des formations, vendre des services, selon ce qu'exigent les entreprises du territoire.

*« Cela me semblait être des mondes complètement différents, mais je trouve beaucoup de points communs dans l'évolution de l'organisation. Le mot-clé c'est l'autonomie, car c'est ce qui nous a fait grandir et nous rapproche plus du modèle de LVMH », commente pour sa part la présidente de l'université Paris Saclay, Sylvie Retailleau... « Nous sommes dans un processus de fusion-acquisition », déclare François Germinet qui présente son EPE comme une « université publique privée », celui-ci intégrant deux écoles privées, comme le lui permet l'ordonnance du 12 décembre 2018. (« Imbrication des marques, comitologie, modèle économique : présidents et DGS dressent un premier bilan de trois ans d'EPE », *AEF Info*, 14 mars 2022)*

En janvier 2022, à l'occasion de la conférence des présidents d'université, Macron annonce des « contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) que la ministre Retailleau, ancienne présidente d'université

té, met en place. Ils conditionnent le financement supplémentaire à un contrôle renforcé de l'État (ce qui prouve que « l'autonomie » n'est qu'une façade). Les organes de cogestion de 38 établissements ont signé des COMP pour 2024-2026, 58 négocient pour 2025-2027.

Les conseils d'université, cadres de la privatisation

Les conseils d'université étaient dès leur conception des chevaux de Troie de la concurrence et de la soumission au capital. Ils servent à lier l'université aux intérêts économiques et politiques du patronat :

L'étage supérieur serait le conseil de l'université, doté des pouvoirs, financiers et des pouvoirs d'orientation des établissements, élisant le recteur et composé de représentants venant de quatre catégories : les enseignants, les étudiants, les intérêts économiques et professionnels régionaux et, bien entendu, l'État. Ce conseil de l'Université définirait et conduirait la politique d'ensemble des universités. (Edgar Faure, *Discours à l'Assemblée Nationale*, 24 juillet 1968)

Les conseils, outils du gaullisme et au-delà, du capital, s'adaptent à la forme « université-entreprise » de ces nouveaux établissements. Désormais, les conseils peuvent avoir une majorité de membres nommés (donc non-élus) et la dernière décision revient au président-PDG de la structure.

Les quelques apparences de démocratie tombent. Désormais, il faut que les conseils, qui prennent des noms variés, organisent réellement l'activité des « universités-entreprises » selon les besoins économiques et les exigences du patronat qui, avec l'État, décide de la composition des conseils.

*« J'ai plein de trucs que je dois faire voter deux fois dans les deux conseils alors qu'il n'y a aucune raison. On ne peut pas avoir de grands patrons dans nos CA si on les ennuie avec du pinaillage », déplore le président de CY Cergy Paris université. Un constat partagé également par Sylvie Retailleau. (« Imbrication des marques, comitologie, modèle économique : présidents et DGS dressent un premier bilan de trois ans d'EPE », *AEF Info*, 14 mars 2022)*

Contre la privatisation des universités, contre la cogestion !

Les présidents d'université (y compris ceux du SGEN-CFDT et du SNESup-FSU) s'opposent souvent aux mobilisations des travailleurs et des étudiants, par la fermeture de l'établissement durant des grèves, par l'interdiction de réunions ou d'AG, par l'appel à la police.

Les présidents reçoivent automatiquement des primes financières et les vice-présidents s'en arrogent légalement. Les élus étudiants ont souvent leur cursus facilité par leur présence aux organismes de cogestion.

La participation aide à l'austérité budgétaire, à la compétition entre universités, aux liens avec le patronat. Quel que soit leur vote à l'intérieur des organismes de cogestion, les directions syndicales cautionnent la politique de l'État bourgeois, désorientent et divisent les travailleurs et les étudiants, affaiblissent les syndicats.

Il n'existe aucune démocratie réelle dans les conseils. Les décisions sont dictées par les nécessités économiques et politiques. Les représentants des personnels et des étudiants participent à la gestion de la misère, quand ils n'y contribuent pas directement. Parmi les nombreux exemples : à Rennes, la présidence SNESup-FSU voulait monter en 2021 un établissement public expérimental (EPE).

Depuis 2022, le gouvernement prépare la liquidation des organismes nationaux de recherche et la soumission de ceux-ci aux « universités-entreprises ». Il prépare la liquidation des statuts nationaux des chercheurs à temps plein et une attaque contre ceux des enseignants-chercheurs par la modulation pleine de service. Si les plans nationaux sont officiellement en pause aujourd'hui, les concertations et les expérimentations votées dans les conseils se poursuivent.

Alors que le militarisme va encore détériorer le droit à la formation et la situation des travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, les bureaucraties syndicales en appellent à la cogestion.

Il appelle ses élu-es dans les CA à voter contre des budgets nécessairement insuffisants, dans le cadre d'initiatives collectives et en appelant notamment à des rassemblements à l'occasion de la tenue des CA pour soutenir nos élu-es. (SNESup, *Appel de la commission administrative nationale*, 14 novembre 2024)

Ce faisant, ils laissent les mains libres à l'État et au capital. En un mot, leur attitude entrave toute remise en cause du gouvernement et de l'austérité, sabote la défense de nos intérêts immédiats.

Étudiantes et étudiants, travailleuses et travailleurs de toutes les catégories de l'enseignement supérieur et de la recherche, titulaires ou non, français ou étrangers, imposons des assemblées générales démocratiques, coordonnons-nous afin de nous défendre, imposer la sortie des syndicats des CA, préparer la grève générale avec les autres travailleurs, contrôler notre mouvement, arracher les revendications, exproprier les « universités privées », imposer un gouvernement des travailleurs, avancer vers les États-Unis socialistes d'Europe.

28 avril 2025

Déclaration internationale en défense de l'Iran

Arrêt des bombardements américains et israéliens sur l'Iran !

Dans la nuit du 21 au 22 juin, des avions de l'armée étasunienne ont attaqué plusieurs installations nucléaires iraniennes. Il s'agit d'une agression impérialiste cordonnée délibérée, préméditée. Il s'agit de la prolongation de la guerre israélienne contre l'Iran qui a débuté le 13 juin. Comme dans la bande de Gaza, les principales victimes sont les populations civiles de Téhéran, Tabriz, etc. dont bon nombre de femmes et de travailleurs qui ont manifesté, fait grève ces dernières années contre le régime réactionnaire clérical.

L'objectif de ces agressions combinées est d'empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. Les États-Unis autorisent, par contre, l'Inde, le Pakistan et Israël à la détenir. L'impérialisme américain s'en est servi contre la population civile de deux villes au Japon en 1945. Au-delà, il s'agit de reconfigurer, au compte de la puissance régionale israélienne et de la plus forte puissance impérialiste, l'équilibre des forces au Proche-Orient.

Les attaques sont liées au terrorisme et à l'épuration ethnique d'Israël dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, à son immixtion au Liban et en Syrie, à la longue escalade contre l'Iran accompagnée de multiples opérations terroristes contre des physiciens, des gouvernants, des généraux, des diplomates... Les États-Unis ne sont pas un « médiateur », n'agissent pas comme une « puissance stabilisatrice » mais sont une force impérialiste plongée dans la rivalité inter-impérialiste. Par conséquent, ils profitent de leur supériorité militaire pour tenter de consolider son emprise sur la région et ses ressources. Depuis des décennies, Israël est son poste avancé, quelle que soit l'aile du sionisme aux commandes d'Israël, peu importe le parti qui occupe la Maison blanche.

Le sionisme ne se réduit pas au partenariat avec l'impérialisme dominant. C'est un projet colonial depuis sa conception, confirmé dès la proclamation d'Israël et la première Nakba de 1948, conduites par le Parti travailliste et la centrale syndicale Histadrout. Israël poursuit ses propres buts, tout en constituant un atout pour les États-Unis face aux risques de révolution sociale du Proche-Orient et aux ambitions des puissances rivales (Chine, Russie...) dans la région.

L'impérialisme, ses guerres et ses crimes, ne sont pas un accident de l'histoire, mais une phase inévitable du capitalisme. À notre époque, les principaux États bourgeois se partagent la planète, les groupes capitalistes transnationaux s'appuient sur eux pour garantir les débouchés, les ressources et des zones stratégiques. Ils recourent pour cela à tous les moyens à leur disposition, dont les droits de douane, l'espionnage, la menace, la guerre...

La classe dominante perse se révèle incapable de préserver réellement l'indépendance du pays, sans parler de libérer la Palestine, parce qu'elle redoute encore plus les

masses laborieuses que les puissances impérialistes. Tant la pression militaire sur les impérialismes occidentaux (exercée par l'enrichissement de l'uranium) que le prétendu « Axe de la résistance » (basé sur la religion) viennent d'échouer.

Les communistes internationalistes sont toujours du côté des masses opprimées (prolétaires, femmes, travailleurs du secteur informel, paysans pauvres, étudiants, minorités nationales...) contre la bourgeoisie perse, qu'elle soit monarchiste ou théocratique.

Cependant, les travailleurs de tous les pays rejettent la prétention de l'État bourgeois américain de décider qui peut accéder à l'arme nucléaire ou qui doit gouverner l'Iran. Comme les expériences antérieures de l'Irak, de la Libye et de l'Afghanistan l'ont montré, les interventions militaires des puissances impérialistes occidentales n'ont pas assuré la libération et la démocratie, mais la réaction et le chaos.

Dans tous les cas d'une attaque impérialiste (sanction, blocus, bombardement, etc.), les communistes internationalistes se situent aux côtés de la nation opprimée, se prononcent pour la défaite militaire de l'agresseur, sans donner pour autant de soutien politique au régime.

Dans le monde entier, y compris aux États-Unis et en Israël, front unique ouvrier pour :

- Non à toute agression sioniste et étasunienne contre l'Iran !
- Arrêt du génocide à Gaza ! Troupes sionistes, hors de Gaza, de la Cisjordanie, du Liban et de la Syrie !
- Levée du blocus de la bande de Gaza par Israël et l'Égypte ! Fin du blocus de l'Iran et de Cuba !
- Retrait de toutes les troupes impérialistes du Proche-Orient et de la mer Méditerranée ! Fermeture de toutes les bases américaines, britanniques, françaises et russes !
- Bloquer les fournitures d'énergie et d'armement à Israël ! Les travailleurs de Casablanca et de Tanger (Maroc), de Gênes et de Salerne (Italie), de Fos (France) montrent la voie.

Pour sauver les travailleurs migrants et les réfugiés, pour arrêter les guerres réactionnaires contre l'Iran, la bande de Gaza, l'Ukraine..., pour en finir avec l'oppression nationale (Palestiniens, Kurdes, Cachemiris...), la classe ouvrière doit prendre le pouvoir à la minorité capitaliste qui entraîne le monde dans le militarisme, la catastrophe écologique et la barbarie.

23 juin 2025

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

Leçons d'Iran 1978-1983

Cahier révolution communiste n° 39, juillet 2025

En 1978, la révolution embrase l'Iran. La grève générale paralyse l'économie. Les mouvements de guérilla islamistes et « marxistes » attaquent les forces de répression. Des soldats livrent des armes à la population. Des conseils ouvriers commencent à se former. Le chah Mohammad Reza fuit, son armée et sa police se décomposent.

La bourgeoisie impérialiste est à la recherche d'une solution. Dans le mouvement ouvrier mondial, le vieux réformisme (social-démocrate, travailliste, socialiste) appuie l'aile « démocratique » de la bourgeoisie, le MLI et le FN incarnés par Bazargan, tandis que le réformisme stalinien se rallie au clergé chiite mené par Khomeini et accrédite son verbiage antiimpérialiste. Chez les centristes, une minorité (le CIO/CWI grantiste) suit les premiers ; la plupart (fausses QI/FI pabliste et healyste, FB-LIT moréniste, TSI/IST cliffiste, etc.) reprennent à leur compte l'orientation pro-islamiste de la bureaucratie de l'URSS et des partis « communistes ».

Sur place, les gouvernements provisoires que les partis bourgeois « libéraux » tentent de mettre en place avec l'appui des États-Unis sont trop faibles pour faire refluer les masses. L'ayatollah Khomeini et la hiérarchie religieuse, qui s'étaient opposé aux mesures de modernisation décrétées par le chah, jouissent par contre d'un assise sociale plus large : une fraction des capitalistes, la totalité des propriétaires fonciers, la majorité des petits bourgeois traditionnels des campagnes et des villes, de nombreux déclassés des bidonvilles, une fraction des étudiants.

Aucune force ne détrompe les masses, ne s'efforce de faire ce que le Parti bolchevik a réussi en Russie en 1917, permettre au prolétariat de prendre la tête de la révolution. En effet, Khomeini est présenté comme une étape « progressiste » par la guérilla islamiste antimonarchique (Moudjahidines-OMPI) mais aussi par la totalité du mouvement ouvrier : le parti « communiste » officiel (Toudeh), les guérillas mao-castristes (Fedayins-OGFPI et Peykar), les sectes stalino-maoïstes. Même le groupe qui se veut « trotskyste » (HKS) cède au « front uni antiimpérialiste ».

Or, Khomeini, s'appuyant sur ce qui reste de l'appareil répressif de la monarchie et sur les bandes cléricales-fascistes (déclassés des villes, étudiants issus des classes exploiteuses) mène une violente contre-révolution contre le mouvement des femmes, des minorités nationales, contre les grèves. Puis il liquide physiquement les militants révolutionnaires par milliers en profitant de la guerre déclenchée par l'Irak.

En 2025, la dictature cléricale est toujours en place, malgré les nombreuses révoltes, toutes réprimées dans le sang. Le haut clergé s'est intégré au capitalisme par le biais de « fondations » échappant à l'impôt. Le régime reste confronté à la volonté des États-Unis, de ses alliés impérialistes (dont la France) et d'Israël de l'empêcher de préserver son indépendance en se dotant de l'arme nucléaire.

Seule la classe ouvrière est capable d'offrir une issue progressiste aux peuples d'Iran et de toute la région. Pour cela, il lui faut un parti débarrassé de toute illusion envers la réaction cléricale comme envers la monarchie ou l'impérialisme occidental, russe ou chinois contemporain, un parti de type bolchevik.

3 euros auprès des militants, 5 euros par la poste

Leçons d'Iran 1978-1983



2023



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien »)

à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP

177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

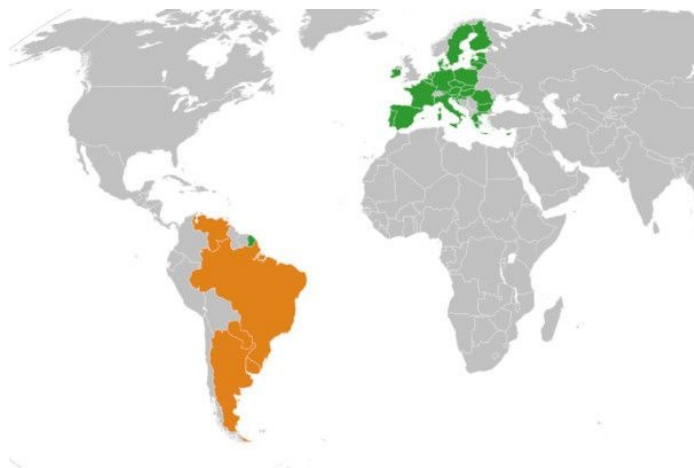
NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Courriel.....@.....

Affrontements sur le traité entre l'UE et le Mercosur



Le Marché commun du Sud (Mercosur en espagnol, Mercosul en portugais) est le nom donné à une communauté économique créée en 1991 par plusieurs pays d'Amérique du Sud. Aujourd'hui, il regroupe l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay.

Sa superficie est cinq fois celle de l'UE. Il est concurrencé en Amérique par l'ALENA-ACEUM (Canada, États-Unis, Mexique) et par l'AdP (Chili, Colombie, Mexique, Pérou). Depuis le torpillage de l'ACEUM de fin 2024 par les États-Unis, il constitue le 3^e accord commercial régional au monde (ACR dans le langage de l'OMC) après le Partenariat économique régional global (ASEAN-RCEP) d'Asie et l'Union européenne (CEE-UE).

La majorité du grand capital de l'UE est en faveur d'un traité avec le Mercosur

En 1999, les négociations débutent entre l'Union européenne et le Mercosur. Du point de vue de l'industrie manufacturière sud-américaine encore fragile et moins compétitive face à sa concurrente occidentale, cet accord n'est pas une bonne nouvelle. Déjà, les droits de douanes sur l'automobile peuvent être contournés en produisant sur place (l'italien Stellantis est fortement implanté au Brésil, talonné par son concurrent allemand Volkswagen, alors que depuis longtemps leur compétiteur français Renault exploite des ouvriers au Brésil et en Argentine).

Or, le traité prévoit la suppression des 35 % de droits tarifaires actuels sur les véhicules pendant 15 ans dans la limite de 50 000 unités par an. De même pour les pièces détachées, les équipements industriels, les produits de la chimie, de la pharmacie, tous taxés encore entre 14 à 20 %, et l'habillement à hauteur de 35 %.

En défense de leurs intérêts, plusieurs fédérations patronales dans l'UE sont très favorables à la ratification du traité, d'autant qu'il compenserait partiellement les mesures protectionnistes prises ou à venir du gouvernement américain. Par exemple, le Medef dont le président pro-

clame que « 20 % de l'emploi français dépend des exportations » (Patrick Martin, *France 2*, 1^{er} février 2025).

Dans l'UE, le gouvernement allemand pousse d'autant à l'accord que son industrie automobile cherche des débouchés alternatifs au marché chinois. L'Espagne et le Portugal y ont intérêt aussi, des raisons linguistiques et culturelles les avantageant sur des segments des services (banque, téléphonie).

Le lobby européen des supermarchés, EuroCommerce, fait partie des 78 fédérations professionnelles signataires d'un appel, le 18 novembre 2024, à « accélérer la conclusion des négociations de l'accord de libre-échange UE-Mercosur », arguant qu'il pouvait « contribuer à atténuer les défis posés par l'instabilité géopolitique et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ». EuroCommerce compte parmi ses membres la Fédération patronale des supermarchés français dont Bompard est président. Le même, qui en tant que PDG de Carrefour, dans un message adressé à la FNSEA, deux jours plus tard, s'engageait « à ne commercialiser aucune viande provenant du Mercosur ».

En réalité, les grands capitalistes industriels en Europe ont majoritairement intérêt à profiter du vaste débouché que représente l'Amérique du sud, avec une petite bourgeoisie en forte croissance. À ce jour, les droits de douanes à la frontière du Mercosur sont élevés pour les produits manufacturés, les machines-outils, les produits pharmaceutiques, la chimie, et même les vins et les fromages, ou les services, domaines où la France est compétitive.

D'ailleurs, la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux (FEVS) et certains acteurs du secteur laitier soutiennent l'accord, qui pourrait leur ouvrir de nouvelles opportunités commerciales. Le traité inclut la reconnaissance par les pays du Mercosur de 357 produits ayant une indication géographique protégée, comme le jambon de Parme, le champagne, le porto qui ont tout à gagner des baisses de tarifs douaniers pour être plus compétitifs.

Le projet peine à se concrétiser

Ce qui est vrai au sein d'une zone régionale, l'est tout autant entre blocs régionaux de différents continents. Ces accords économiques sont guidés par la nécessité pour le capital d'élargir sans cesse son espace de développement. Les frontières nationales constituent toujours une limite à son expansion et à sa reproduction.

Durant près de vingt ans, les négociations pour faire aboutir un traité commercial entre les gouverne-

ments européens et sud-américains, achoppent sur plusieurs différends. Pour l'UE, c'est sur l'accès aux marchés agricoles qu'il y a discord, alors que pour les pays d'Amérique du Sud, les concessions sur les produits industriels sont jugées désavantageuses.

Malgré tout, le 28 juin 2019, un accord de principe est signé entre les deux entités régionales sur la suppression des tarifs douaniers portant sur plus de 90 % des échanges, un accès aux marchés publics et des engagements environnementaux et sociaux. Couvrant un espace de 770 millions de consommateurs, le projet constituerait le plus grand accord au monde de ce type.

Un protocole additionnel centré sur le développement durable et la lutte contre la déforestation et le changement climatique est adopté le 6 décembre 2024 à Montevideo (Uruguay) entre von der Leyen, présidente de la Commission européenne et les présidents des États membres du Mercosur, hormis la Bolivie, dont le fascisant Milei (La Liberté avance, Argentine) et le vieux front populiste Lula da Silva (Parti des travailleurs, Brésil).

Pour ratifier le traité du côté de l'UE, la ratification du Parlement européen et la « majorité qualifiée » des 27 États membres est nécessaire. Pour mettre un coup d'arrêt, le veto de plusieurs pays rassemblant au moins 35 % de la population européenne suffirait. À ce jour, l'accord de 2019 n'a toujours pas été validé, et donc n'est pas rentré en application. Onze États (France, Autriche, Irlande, Pologne, Pays-Bas...) sont soumis à la pression des organisations d'agriculteurs qui dénoncent toutes une « concurrence déloyale ». Comme on le sait, c'est toujours la concurrence des autres qui est déloyale.

Sous le prétexte fallacieux de protéger les consommateurs européens face aux importations de viande bovine, de soja, provenant du Brésil ou de l'Argentine, l'agro-industrie dénonce cette concurrence comme déloyale car elle échapperait aux normes sanitaires. Pourtant, ces produits ne seraient pas totalement dédouanés, mais les importations en seraient limitées dans le cadre de quotas (99 000 tonnes pour la viande de bœuf sur 8 millions). Avec cet accord, les importations de viande ne représenteraient qu'à peine 1,2 % de la consommation européenne. Loin d'un prétendu déferlement !

Le capital agraire de l'UE est bien moins regardant sur la santé des travailleurs de l'agriculture européenne (ouvriers agricoles, paysans travailleurs), sur la santé des consommateurs et sur l'environnement comme le montre l'adoption récente de la loi Duplomb et sur les ravages économiques et sociaux causés en Afrique par ses exportations massives de volailles et de céréales. La forte capitalisation et la supériorité technologique de « l'agrobusiness » européen lui assure un avantage productif sans conteste contre l'agriculture vivrière des paysans pauvres des pays dominés.

En France, la FNSEA et la CR, relayées par LR et le RN, font différer la ratification

La majorité du capital industriel et du capital de la distribution français est favorable au projet. Par contre, le capital de l'agriculture est globalement hostile au projet.

Au moment du sommet du G20 au Brésil, en novembre 2024, en pleine campagne d'élections aux chambres d'agriculture, la FNSEA, contrôlée par LR, talonnée par la Coordination rurale aux mains du RN, et la Confédération paysanne liée à EELV font pression sur l'exécutif (Macron et Barnier alors premier ministre du « socle commun » Renaissance-Horizons-MoDem-UDI-LR) pour faire capoter les négociations.

Le 26 novembre 2024, les députés français approuvent lors d'un vote indicatif, par 484 voix contre 70, la position du gouvernement Macron-Barnier de rejet du texte « en l'état ». Les sénateurs leur emboîtent le pas, le lendemain, par 338 voix contre une. Une minorité des partis bourgeois (EELV, RN) reproche au gouvernement de ne pas rejeter *tout* accord avec les pays d'Amérique du sud et vote contre le texte du gouvernement du « socle commun ».

Tous les partis « réformistes » défendent avant tout le prétendu « intérêt national ». Mais ils se divisent sur les partis bourgeois à soutenir : le PCF et le PS votent ce jour-là avec ceux du « socle commun » ; LFI avec LE et le RN.

Macron peut se prévaloir d'une union nationale totale pour freiner l'accord, de même que Merz en Allemagne pour conclure enfin.

Le 26 juin, lors d'une réunion des chefs d'État et de gouvernement européens à Bruxelles, Emmanuel Macron a rappelé qu'il voulait des « mécanismes qui permettent de protéger certains marchés agricoles-clés s'ils venaient à être totalement déstabilisés par cet accord commercial »... Le même jour, le chancelier allemand, Friedrich Merz, faisait entendre une tout autre musique. « Je souhaite que nous mettions le Mercosur sur les rails » et qu'il soit validé « le plus vite possible ». (Le Monde, 5 juillet)

La préoccupation bien connue du capitalisme européen pour la santé et l'environnement

Des protocoles et annexes, notamment sur le climat et l'environnement, ne sont toujours pas adoptés. Des clauses contraignantes ont été rajoutées par l'UE que les États du Mercosur rejettent. Les impérialismes européens avancent souvent ces critères qui relèvent plus du prétexte pour maintenir leur domination dans les échanges, que d'un souci du respect de l'environnement.

L'exigence proclamée de la Commission européenne en matière d'écologie ou de transition énergétique quand il

s'agit de l'agriculture du Mercosur vient en contradiction totale avec l'appétit des constructeurs automobiles de l'UE. Ces derniers lorgnent sur le marché des pays sud-américains, pour écouler leurs voitures à moteurs thermiques qu'ils ont de plus en plus de mal à vendre dans l'UE du fait des contraintes normatives. Et tant pis pour les populations de ces pays si la pollution augmente.

L'Amérique du sud, une zone de rivalités entre les EU, la Chine et l'UE

En outre, les États du Mercosur s'engagent à ouvrir plus largement le secteur minier aux groupes capitalistes de l'UE, afin qu'ils puissent venir extraire le lithium, le cobalt, si nécessaires à la fabrication des batteries des véhicules électriques. L'Argentine possède la troisième plus grande quantité de réserves de lithium commercialement viables au monde. Le Brésil contrôle plus de 88 % du traitement mondial du Niobium, dont l'UE dépend à 82 %. Il possède également 20 % des ressources de graphite, de nickel, de manganèse et autres « terres rares ».

Ces ressources sont aussi convoitées par la Chine, vis à vis de laquelle l'UE cherche à réduire sa dépendance, ainsi que par les États-Unis. Depuis plusieurs années, l'impérialisme chinois a largement pénétré l'Amérique latine. De fait, la Chine est devenue l'un des principaux partenaires commerciaux de plusieurs pays d'Amérique latine, ce qui renforce son accès aux matières premières.

Dans le secteur automobile, les constructeurs chinois ont multiplié par quatre leur vente en cinq ans. En 2023, elles représentaient 20 % du marché, en tête devant les États-Unis (17 %). Pour les véhicules électriques, ces parts de vente constituent 51 %. Le géant chinois BYD a construit la plus grande usine du monde hors d'Asie, dans le nord-est du Brésil. Elle a démarré sa production en mars 2025 avec 150 000 véhicules par an. Les capitalistes chinois investissent massivement dans des projets d'infrastructure, d'énergie et d'exploitation minière ; parmi eux, la construction d'un méga-port à Chancay, au Pérou, qui vient améliorer tant la connectivité régionale que le commerce entre l'Amérique du Sud et l'Asie, ou encore l'édification de deux barrages sur la rivière Santa Cruz d'Argentine à même de produire environ 4 950 MWh d'électricité, réduisant ainsi la dépendance du pays à l'égard des combustibles fossiles.

Les impérialismes sont en Europe de l'ouest, pas en Amérique du sud

Au départ, les négociateurs de l'UE se prévalaient du « libre-échange », jusqu'à récemment la doctrine officielle (pas forcément respectée) des États impérialistes et des organismes internationaux à leur solde (FMI, BM, OMC...). Depuis la remontée généralisée du protectionnisme impulsée par l'impérialisme dominant, ils invoquent désormais la « géostratégie » (en langage codé, contrer les rivaux chinois et américain).

Les bouleversements géopolitiques ébranlent les alliances. Des certitudes vieilles de plusieurs décennies s'effondrent. Nous sommes clairement entrés dans une nouvelle ère de concurrence géostratégique acharnée. Nous constatons que certains se renferment sur eux-mêmes, sèment l'incertitude et s'efforcent d'obtenir des gains à court terme. Je tiens à dire très clairement que l'Europe restera ouverte, qu'elle restera synonyme de partenariat et d'ouverture. (Ursula Von der Leyen, 9 mars 2025)

Les travailleurs des deux continents ne peuvent pas accorder la moindre confiance aux secteurs capitalistes partisans du traité. Les travailleurs des deux continents ne peuvent pas davantage croire les secteurs capitalistes qui sont ennemis du Mercosur ou de l'UE (ou les partis qui les relaient politiquement : en France le RN, imité par le PCF et LFI) ou simplement hostiles à l'accord entre eux et aux gouvernants ou partis politiques qui les incarnent (en France, Macron et l'ensemble des partis bourgeois, entraînant la totalité des partis sociaux-patriotes).

Dans chaque État d'Europe ou d'Amérique, la société est divisée en classes dont les intérêts sont divergents. Une minorité qui possède les principaux moyens de production exploite directement ou indirectement la grande majorité des travailleurs. Elle les opprime, les conduit vers la catastrophe écologique et la barbarie.

Les pays d'Amérique latine ne sont pas des puissances impérialistes, contrairement à la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas... si bien que les ouvriers et les employés du Mercosur ont souvent des exploitateurs étatsuniens ou européens alors qu'il est exceptionnel que des salariés de France, étrangers ou de nationalité française, aient des patrons sud-américains.

Les ouvriers, employés, travailleurs informels et paysans travailleurs du Mercosur ou de l'Union européenne n'ont rien à espérer de leurs bourgeoisies, qu'elles misent sur le soi-disant libre-échange ou le protectionnisme. La classe ouvrière ne trouvera aucune voie à son émancipation dans une quelconque fermeture des frontières, dont elle est souvent la première victime.

Des deux côtés de l'Atlantique, les travailleurs doivent s'unir au sein d'une nouvelle internationale ouvrière, se traduisant dans chaque État par un parti révolutionnaire distinct de tout parti bourgeois et opposé à tout parti bourgeois.

Liberté de circulation et d'établissement pour tous les travailleurs, réfugiés et étudiants des deux continents et d'ailleurs !

Gouvernement ouvrier ! Fédération socialiste d'Amérique latine ! États-Unis socialistes d'Europe !

6 juillet 2025

État espagnol Le pogrom fasciste contre les travailleurs marocains à Torre Pacheco

Entre le 12 et le 14 juillet, Torre Pacheco (Murcie) a été le théâtre d'une chasse aux migrants, un véritable pogrom fasciste spécifiquement dirigé contre la population d'origine magrébine.

Le prétexte fut une attaque étrange et brutale, sans but ni motif apparent, sur un habitant de 68 ans, qui a évoqué que les agresseurs « *pourraient être des Marocains* ». Il n'est pas impossible que l'agression ait été perpétrée par ceux qui ont ensuite initié l'émeute.

Torre Pacheco est une commune d'environ 40 000 habitants où environ 40 % de la population est immigrée, principalement d'origine marocaine. La base de l'économie locale est l'agriculture intensive. La main-d'œuvre nécessaire aux exploitations fruitières et maraîchères très rentables est principalement composée de travailleurs étrangers. Ils vivent dans des quartiers séparés du reste de la population, sans égouts ni transports de nuit. Comme la grande majorité de la population active d'origine étrangère, ils perçoivent des salaires bien inférieurs à la moyenne des travailleurs « autochtones », pour des journées de travail épuisantes qui échappent à tout contrôle légal. Ils sont régulièrement victimes de harcèlement et d'agressions policières racistes et sont maintenus dans une sorte d'apartheid, sans pratiquement aucun droit du travail ou politique, sous la menace constante d'expulsion, tout cela grâce à la loi sur les étrangers.

Les événements de Torre Pacheco ne sont ni un simple fait divers ou du hasard. Deux jours avant, les menaces racistes et les appels à des rassemblements ont été lancés à Torre Pacheco pour « *ramener l'ordre* » et « *cogner les trop bronzés !* », alors que la porte-parole de « l'urgence démographique » de Vox [qui ressemble au RN, en pire], Rocío de Meer, défendait l'expulsion de « *sept ou huit millions d'immigrants* », y compris ceux de la deuxième génération née au sein de l'État espagnol. Et toutes les bandes fascistes et fascistoïdes qui convergent sous la bannière de Vox –y compris les sectes fondamentalistes catholiques ou protestantes– de nombreux responsables du Partido Popular [PP, l'équivalent des LR français] et tous les médias les plus réactionnaires, avaient déjà encouragé récemment, dans

d'autres localités, des chasses similaires « *pour la défense de la civilisation chrétienne* », comme à Alcalá de Henares (Madrid), bien que sans grand succès.

Le pogrom de Torre Pacheco n'est qu'une nouvelle étape dans la politique de terreur que les forces les plus réactionnaires de la bourgeoisie (avec la participation du PP) ont l'intention de développer contre la fraction la plus exploitée et opprimée de la classe ouvrière. Une politique qui converge au niveau international avec celle déployée par Trump aux États-Unis et avec celles

qui se répandent dans tous les pays européens. Une politique qui utilise les migrants comme bouc émissaire pour tous les maux du capitalisme, pour détourner la rage sociale, et qui commence à attirer dans ses rangs non seulement les déclassés et les lumpens, mais aussi des travailleurs et des jeunes qui ne trouvent pas d'issue du côté de l'émancipation de classe et de la révolution sociale. C'est pourquoi la défense des travailleurs migrants est un problème politique de premier ordre pour notre classe dans son ensemble.

Une issue positive à la situation ne viendra pas des mains de la police ou de la Garde civile, que l'on a vues dans de nombreuses vidéos en collusion évidente avec les ner-

vis fascistes et dont la présence ne fait qu'accroître le harcèlement policier raciste et le danger d'expulsion des migrants. Cela ne viendra pas non plus des juges et *tribunaux bourgeois qui s'emploient à appliquer la loi bâillon ou le code pénal aux grévistes (à ceux de la métallurgie de Cadix, aux 6 syndicalistes de La Suiza...), ou aux manifestants qui défendent les migrants ou d'autres causes sociales. Les mêmes juges et des tribunaux qui tournent la tête avec une grande compréhension pour les individus ou les groupements d'idéologies réactionnaires.

La solution ne viendra pas non plus du gouvernement hypocrite de Pedro Sánchez [PSOE, le parti « socialiste »], qui a été coupable et a justifié du meurtre de 37 migrants à la barrière de Melilla en 2022, qui maintient des frontières militarisées et des CIE [centre d'internement des étrangers, équivalents des CRA français], qui finance le gouvernement du Ma-



roc pour faire le travail le plus sale à la frontière, qui applaudit le Pacte européen sur la migration et l'asile, qui est complice -avec tous les autres gouvernements européens- des milliers de migrants noyés chaque année dans la mer Méditerranée, qui maintient des millions de travailleurs étrangers non européens sans droits politiques.

Contre les chasses fascistes aux immigrés, comités unitaires d'autodéfense !

La parade aux pogroms ne peut venir que de la solidarité de classe contre l'agression, du front unique des travailleurs, quelle que soit leur « nationalité », en se levant et en organisant l'autodéfense. Il est urgent que dans cette ville, dans cette région et dans tous les lieux

qui souffrent de situations similaires, des comités d'autodéfense soient créés soutenus par les syndicats de travailleurs, les partis qui prétendent travailler pour notre classe, les organisations de tout le mouvement ouvrier. Ces comités pourraient aussi être le tremplin pour articuler la réponse de classe que les instigateurs d'agressions racistes, où figurent des patrons, comprennent le mieux : la grève générale, qui paralyse l'économie et met à l'ordre du jour immédiat les revendications les plus pressantes de la partie la plus exploitée de notre classe.

Nationaux ou étrangers, une seule classe ouvrière !

Les déclarations mesurées et larmoyantes des partenaires « de gauche » du gouvernement, Podemos et Sumar [les équivalents du PCF et de LFI], ainsi que des directions des syndicats majoritaires [CCOO et UGT], qui appellent pieusement à une « enquête » sur les faits, ne remettent pas en cause la source d'où jaillissent ces agressions : la politique de criminalisation de l'immigration clandestine, les grands secteurs de l'économie basés sur la surexploitation des travailleurs étrangers perpétuellement soumis à la menace d'expulsion (alors qu'ils sont absolument essentiels !), le déni des droits, le harcèlement et le racisme policier quotidien contre les immigrés pauvres, même contre leurs enfants nés sur le territoire espagnol.

Le pogrom de Torre Pacheco est un avertissement que la situation dans l'ensemble de l'État espagnol ne permet plus de passivité. Toutes les organisations du mouvement ouvrier (politiques, syndicales, sociales, culturelles, etc.) doivent le dénoncer et unir leurs forces pour lutter :

- Fascistes, hors de nos rues, de nos quartiers, de nos villes !
- Fin de la criminalisation de la protestation sociale et de l'autodéfense, abrogation de la loi bâillon.
- Abrogation immédiate de la loi sur l'immigration.
- Fermeture immédiate de tous les CIE.
- Égalité des droits sociaux, du travail, civils et politiques pour tous les travailleurs, qu'ils soient immigrés ou non.
- Suppression de la militarisation meurtrière des frontières et dissolution de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).
- Ouverture des frontières à tous les étudiants, travailleurs.

20 juillet 2025

Internaciema Kolektivista Cirklo
(IKC, Cercle collectiviste internationaliste,
section de l'État espagnol du CoReP)

RÉVOLUTION COMMUNISTE

Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les gouvernants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers. (Trotsky, 1929)



bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI

ISSN : 2273-8762

Abonnement : 20 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site de l'EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de l'IKC/État espagnol : ikcirklo.org

Site d'OR/Argentine : octubrerojoorg.wordpress.com

Le dessin est de Honoré, assassiné avec Cabu, Charb,
Tignous et Wolinski par les islamistes le 7 janvier 2015.

Panama À bas Mulino, sa politique anti-ouvrière de vendu à l'impérialisme ! Gouvernement ouvrier et paysan !

Deux mois de grèves illimitées dans tout le pays

Depuis le 23 avril, se déroule une lutte de classe colossale à Panama. Dès ce moment, les syndicats enseignants et, quelques jours plus tard, le grand syndicat de la construction (SUNTRACS), celui des ouvrières et ouvriers des bananeraies (SITRAIBANA), ceux de la santé, des communautés indigènes et les étudiants ont mené une grève illimitée et des mouvements en défense de trois revendications qui unifient la lutte contre les décisions du gouvernement et du président :

- Pour l'abrogation de la loi 462 qui détériore la Caisse de sécurité sociale (CSS), reporte l'âge de la retraite, réduit le montant des pensions et entame une privatisation du système de retraites, dans la ligne des désastreuses mesures appliquées au Chili, au Mexique, au Salvador, au Pérou...
- Contre l'accord du 10 avril signé par le gouvernement de Mulino avec celui des États-Unis, qui accorde la priorité et la gratuité à la marine de guerre étatsunienne. En outre, le protocole autorise « les troupes, les officiels et les entrepreneurs américains à utiliser les installations et le territoire pour l'entretien, les manoeuvres, les visites, les dépôts, l'aménagement des propriétés étatsuniennes ». En réalité, cela revient à réinstaller trois bases militaires (la base navale Rodman, la base aérienne de Howard et le fort Sherman) autour du canal et met à disposition du Pentagone et de ses opérateurs la totalité du territoire du pays. Si on ajoute les forces armées dont disposent déjà les États-Unis sur place, cela fait du petit Panama (4,5 millions d'habitants) un pays occupé par l'impérialisme nord-américain.
- Contre la réouverture de la mine de cuivre à ciel ouvert du district de Donoso, exploitée par le capital canadien et fermée à la suite du soulèvement populaire de 2023 ; contre la construction d'un barrage géant sur le Río Indio, prévu pour couvrir les besoins croissants du canal dont les écluses fonctionnent à l'eau douce, devenue rare alors que le pays connaît une sécheresse sans précédent depuis 2023. Le barrage détruirait des nombreuses communautés villageoises et indigènes, causant une catastrophe écologique.

José Raúl Mulino, un vieux politicien bourgeois, n'a le poste de président tout-puissant d'un régime présidentieliste que depuis un an, après avoir été élu avec seulement 34,2 % des voix. Auparavant, il avait été ministre de l'intérieur durant 15 ans et, à ce titre, responsable du massacre de manifestants ouvriers et indigènes à Bocas del Toro, en juillet 2010. Il a accédé à la présidence comme dauphin politique de l'ex-président Ricardo Mar-



tinelli, magnat multimillionnaire qui vit en exil en Colombie, suite à une condamnation à 10 ans de prison pour corruption.

Le rapport de soumission de Mulino est de notoriété publique depuis le début. À l'investiture de son gouvernement, Panama parafa le protocole d'entente MoU concernant les migrants avec le gouvernement Biden. En échange d'un pourboire de 6 millions de dollars, Mulino entame une collaboration avec les expulsions à partir des aéroports des États-Unis et verrouille militairement les trajets de migrants par la zone de marais et de forêts de Darien, à la frontière colombienne. Durant l'année précédente, en 2023, on estime qu'un demi-million de personnes y étaient passées, poussées par le désespoir, lors de leur périple vers les États-Unis. Il en a résulté une crise humanitaire, des dizaines de milliers d'immigrants se trouvant bloqués sans ressources dans une zone pauvre.

Nous avons déjà analysé le développement des grèves et la réponse brutale du gouvernement dans une déclaration du 24 mai. À la date où nous écrivons, après deux mois et demi de répression féroce, le mouvement ne s'est pas éteint mais il n'a pas non plus obtenu de victoire, en dépit de la fermeté et de l'organisation d'une lutte qui rassemble une importante fraction du prolétariat agricole et industriel, d'autres salariés, les paysans pauvres et la jeunesse scolarisée.

Des emprisonnés par centaines, deux morts et des centaines de blessés. Disparition de militants (dont 10 sont parfaitement établies), des traces de tortures sur les détenus mis en liberté. Licenciement, applaudi par Mulino, de 6 500 travailleuses et travailleurs de la mul-



tinationale étasunienne Chiquitas, dans la province de Bocas del Toro, avec lockout patronal à partir du 9 juin. La répression la plus féroce s'abat sur les masses et particulièrement sur leurs organisations.

Le 13 février, après un affrontement violent la veille entre la Police nationale et les ouvriers du bâtiment syndiqués au SUNTRACS (dont le secrétaire général est Saúl Méndez), Mulino traite lors d'une conférence de presse le syndicat de « mafia » coupable de « tentative d'assassinat aveugle de policiers » et lui déclara une véritable guerre.

Ainsi, le 12 mai, dès les premières semaines de la grève illimitée, l'exécutif a ordonné l'arrestation de toute la direction du syndicat, a fait perquisitionner le siège sans mandat de la justice, a bloqué tous les comptes bancaires (y compris les comptes personnels des dirigeants) et a fermé la coopérative du syndicat. Son secrétaire général est réfugié à l'ambassade de Bolivie depuis le 21 mai. Deux autres dirigeants, Genaro López et Jaime Caballero, sont toujours incarcérés. Quant à Erasmo Cerrud, il a demandé l'asile à l'ambassade du Nicaragua. Le « poids de la loi » et toutes sortes de falsifications et de fabrications policières s'abattent sur le SUNTRACS.

La direction du SITRAIBANA trahit la grève

De même, le président et le secrétaire du syndicat des ouvriers de la banane SITRAIBANA ont subi la répression. À la différence que, le 12 juin, ils ont renié les objectifs et affaibli l'unité, en passant un accord unilatéral avec l'Assemblée nationale (la chambre unique) qui ordonne de reprendre le travail et de lever les piquets aux Bocas del Toro, en échange d'un « régime propre aux travailleurs de la banane dans le cadre de la loi 462 » et d'une médiation parlementaire avec « l'entreprise Chiquita pour connaître sa situation et les possibilités de reprendre ses activités dans la zone ».

Décider la reprise dans le contexte du lockout de Chiquita est une reddition flagrante, au moment où, pour couvrir les besoins alimentaires des grévistes, il serait naturel d'exiger l'expropriation et la socialisation des installations abandonnées par le groupe multinational et de reprendre l'activité sous contrôle des travailleurs. Néanmoins, en dépit de l'accord pourri, les manifesta-

tions et les blocages ne cessèrent pas, ce qui obligea Mulino à décréter 9 jours plus tard un second « état d'urgence » d'un mois confiant la province à l'armée. Trois jours après la signature de l'accord par le président du syndicat, le 15 juin, le gouvernement l'arrêtait.

Le 17 juin, Gilberto Guerra, le secrétaire du SITRAIBANA qui avait relayé le président à la tête du syndicat, était lui-même arrêté. Les deux furent pris en otage par le gouvernement, qui voulait s'assurer de l'application des accords signés, en isolant les dirigeants de la pression des masses qui contrôlaient alors la province.

Le conseil national du syndicat se désolidarisa des manifestations et les piquets.

Conformément aux engagements passés avec des entités étatiques, nous avons accompli notre part afin que la paix règne dans nos communautés. (SITRAIBANA, Communiqué à la nation, 20 juin 2025)

Abandonnant les masses à leur sort, la direction du SITRAIBANA laissait les mains libres au gouvernement pour qu'il décrêtât le jour suivant « l'état d'urgence » dans les Bocas de Toro. Ainsi, entre le 21 et le 30 juin, la province subit une fois de plus la militarisation, la suspension des garanties constitutionnelles, le blocus des aliments et des médicaments, les bombes lacrymogènes lancées d'hélicoptères, l'interruption des communications par téléphone et internet... et l'impunité pour les agissements des forces de répression envers les grévistes.

Les dirigeants du SUNTRACS dévient l'espoir des masses vers le parlement

Ces événements ont constitué un point d'inflexion pour le mouvement. Du côté des masses ouvrières et paysannes, elles ont subi la répression et la division provoquée par l'appareil du SITRAIBANA. Celle-ci sert de prétexte à des directions de syndicats de l'enseignement (ASOMOGREP, ASOPROF...) pour ouvrir à leur tour des négociations séparées avec le gouvernement. Si cela se poursuit, la défaite se profile.

Du côté de la classe capitaliste et de son gouvernement, la fatigue est palpable. Un tel soulèvement populaire et de telles grèves mettent à l'ordre du jour, objectivement, non seulement la question du gouvernement, mais celle du pouvoir. Le problème est qui ordonne et qui obéit... ou pas. Qui contrôle les villes, les villages, le réseau routier. Qui a besoin d'une production orientée vers la survaleur, la plus-value, et qui peut paralyser l'économie. Le temps passe et la bourgeoisie veut en finir avec une situation intenable.

Après deux mois et demi, en dépit de la désactivation du SITRAIBANA et de la répression, Mulino n'a pu soumettre le noyau du prolétariat organisé (représenté par le SUNTRACS) ni la majorité des organisations pay-

sannes et indigènes. Les pertes économiques sont formidables. Une pression s'exerce au sein du parlement pour que le président retire une partie de la loi 462 de réforme de la sécurité sociale, afin de concéder au mouvement et permettre à ses directions de mettre fin aux grèves. Cela a déjà permis à l'appareil du SUNTRACS de centrer l'attention vers l'Assemblée nationale, au siège de laquelle il a convoqué des manifestations le 4 juillet et le 7 juillet avec moins de participants. C'est un faux espoir dans une chambre parlementaire qui a moins de pouvoir que le président, une diversion suscitée par les mêmes qui ont toujours refusé de renverser la marionnette de l'impérialisme nord-américain Mulino, son gouvernement, sa politique anti-ouvrière.

Mulino a précisé explicitement que si une nouvelle loi d'amendement ou d'abrogation de la loi 462 était adoptée, comme celle proposée par le député Jairo Salazar, il ne la ratifierait pas, car pour lui, ce problème est déjà résolu. (TVN, 2 juillet 2025)

À bas Mulino ! Gouvernement ouvrier et paysan !

Dans cette gigantesque bataille de classe, dont la fin n'est pas encore écrite, le prolétariat et les travailleurs pauvres des villes et des campagnes ont disposé d'organisations syndicales et paysannes puissantes et très combattives. Mais, faute de direction politique révolutionnaire, les dirigeants n'ont pas été conséquents face aux besoins du mouvement. Au contraire, ils ont évité de le centraliser politiquement avec les mots d'ordre : À bas Mulino et son gouvernement pro-impérialiste, gouvernement ouvrier et paysan ! Ils ont refusé de structurer les grèves illimitées et les mouvements des provinces en une grève générale unifiée de toutes et tous. Le résultat est une dispersion des forces et une fragmentation sectorielle et géographique, facilitant la répression étatique et la pression patronale.

Former des comités de grève et des organes d'auto-organisation

Une partie importante des masses en lutte n'est pas organisée au sein des syndicats et des autres organismes ouvriers, paysans, indigènes. Par conséquent, il est nécessaire de créer des comités élus démocratiquement dans les entreprises, les quartiers, les écoles, les villages ou les communautés. Ces conseils, composés de délégués révocables à tout moment, sont l'outil indispensable pour assurer le contrôle populaire du mouvement et pour que la classe travailleuse se prépare à devenir la nouvelle classe dominante et à prendre le pouvoir.

Sans de tels organes, la lutte est affaiblie par la répression, les négociations secrètes des bureaucrates et les concessions partielles. Seule la grève générale contrô-

lée par la base, organisant sa propre défense contre les forces policières et militaires peut libérer l'énergie sociale nécessaire pour battre le régime et ouvrir la voie du gouvernement ouvrier et paysan basé sur les conseils.

- À bas Mulino et son gouvernement !
 - Abrogation de la loi 462 ! Aucune privatisation de la sécurité sociale !
 - Révocation des accords avec les États-Unis contre les migrants transitant par le Panama ou pour l'accès au territoire de Panama ! Dehors, toutes les troupes nord-américaines !
 - Pas de réouverture de la mine de cuivre au Donoso ! Non au barrage géant sur le Río Indio ! Fin des projets qui détériorent l'environnement et les systèmes écologiques !
 - Annulation des mesures contre le SUNTRACS ! Libération immédiate et levée des poursuites judiciaires contre tous les syndicalistes, grévistes, manifestants !
 - Expropriation sans indemnité et socialisation des terrains et équipements abandonnés par le groupe Chiquita, sous contrôle des travailleurs !
 - Dissolution des Forces publiques qui servent de police et d'armée bourgeoises ! Remplacement par une milice indissolublement liée aux lieux de travail, aux quartiers populaires, aux communautés indigènes, aux universités !
 - Solidarité du mouvement ouvrier international avec la lutte ouvrière, paysanne et antiimpérialiste de Panama !
 - Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités et la milice d'autodéfense ! Fédération socialiste d'Amérique latine et des Antilles/Caraïbes !
- Pour un parti révolutionnaire, membre d'une internationale ouvrière révolutionnaire, qui lutte pour un tel programme !

REVOLUTION PERMANENTE

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850



2024

Gaza / 8 mars / 1^{er} mai / Europe / Argentine / Bangladesh / États-Unis / Syrie / Israël

Lettre ouverte aux organisations révolutionnaires du monde

PTS, PO Argentine / LO, NPA-R, NPA-AC France

1938 la QI contre la colonisation sioniste / Le Front populaire français de 1935 à 1938

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 €

10 juillet 2025

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

LO, sioniste de gauche



Gaza : silence, on extermine un peuple

arrivent de s. Corps gisant parqué, d'une s alors qu'ils . Enfants qui s autour ards de souff- ours. la trêve, le tés. Et ceux s par la n empêche ière néces- eux mois. taquer, en entent de

La politique de Netanyahou est criminelle pour les Palestiniens et suicidaire pour les Israéliens. Des manifestants israéliens commencent à le dénoncer et des réservistes refusent de répondre à leur convocation. Pour l'instant, ils dénoncent surtout une nouvelle opération guerrière qui met la vie des otages en danger.

En fait, tous les Israéliens sont otages de ce jusqu'au-boutisme guerrier. Il les condamne à vivre dans un camp retranché, en guerre contre tous leurs voisins. Chaque nouveau bombardement nourrit la haine et le désir de vengeance. De nouvelles générations de Palestiniens grossissent les rangs des combattants à Gaza, au Liban, au Yémen, en Syrie. Israël, qui a déjà étendu le conflit à tous ces pays, n'a pas fini de faire la guerre !

Ce n'est pas en remplissant les cimetières et en déportant des centaines de milliers de personnes que l'on construit la paix. C'est en cessant toute oppression, en démantelant les colonies, en mettant un terme à la politique d'apartheid. C'est en reconnaissant l'égalité de droits entre les peuples !



Contrairement à ce que veulent faire croire les organisations sionistes d'extrême droite d'un côté et les organisations islamistes réactionnaires de l'autre, la coexistence fraternelle entre le peuple israélien et le peuple palestinien ainsi que les peuples arabes voisins est possible.

Les États impérialistes ont tracé des frontières artificielles entre le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie. Ils ont dressé les peuples les uns contre les autres, Israéliens contre Palestiniens, Arabes contre Kurdes, majorité sunnite ou chiite contre minorités chrétienne, druze, alaouite. Seule une fédération des peuples du Moyen-Orient au sein de laquelle tous seraient égaux et auraient les mêmes droits permettrait de sortir de la guerre permanente.

Cela ne peut se réaliser que si les opprimés de cette région se dressent contre la volonté de domination et d'exploitation de leurs dirigeants respectifs. Et c'est aussi à nous, ici, de porter cette perspective contre nos dirigeants complices de ce nouveau génocide.

Nathalie Arthaud

Netanyahou a d'ailleurs demandé le rappel de dizaines de milliers de réservistes pour la conquête de Gaza : après avoir massacré et terrorisé la population, il voudrait la déporter, de gré ou de force. Le projet cynique et révoltant de Trump, consistant à faire de l'enclave une Riviera sur des dizaines de milliers de cadavres, est en marche !

« Il est temps que l'Union européenne se réveille... c'est une honte absolue », a déclaré le ministre belge des Affaires étrangères lors d'une réunion avec ses homologues. « Nous avons vu des images horribles, il faut que cela cesse », a déclaré le ministre finlandais. « Gaza est au bord de l'effondrement, du chaos et de la famine », a dénoncé le ministre français Jean-Noël Barrot.

Et qu'est-il sorti de cette réunion ? La décision... d'organiser une autre réunion ! Macron a, bien sûr, joint sa voix à ce concert d'hypocrisie : il envisage de reconnaître un État palestinien au moment même où la possibilité d'un tel État est en train de disparaître sous nos yeux.

Trump, en route pour une tournée au Proche-Orient, montrerait des signes d'engagement vis-à-vis de Netanyahou. Que son principal allié massacre les Palestiniens ne l'aide pas à se mettre dans la poche des monarchies comme l'Arabie saoudite ! Mais il reste fondamentalement solidaire des bourreaux de Tel Aviv.

Les dirigeants impérialistes soutiennent Israël

LA UNE DU 13 OCTOBRE 2023 ET L'ÉDITORIAL DU 12 MAI 2025

Adepte de « la solution à deux États »

Dans l'éditorial de son hebdomadaire n° 2963, diffusé également en tract daté du 12 mai, LO affirme son soutien à ladite solution à deux États. Elle estime que « l'objectif [de Netanyahou] est de réduire à néant toute possibilité d'existence d'un État palestinien, à Gaza ou en Cisjordanie ».

À Gaza ou en Cisjordanie, l'un ou l'autre, ici ou là... peu importe à Nathalie Arthaud qui signe tous les éditos qu'elle n'écrit pas. Donc un « État » sur 41 km de long et 6 à 12 de large pour ce qui est de Gaza ? un « État » en Cisjordanie dont Israël administre les 60 % depuis les accords d'Oslo (1993) auxquels il faut retrancher les 230 colonies de peuplement actuelles, les 148 « avant-postes » (colonies non officielles mais tout aussi réelles et protégées par l'armée), les 645 obstacles fixes à la circulation (OCHA 2023), la barrière de 712 km construite à 65 % à l'intérieur de la Cisjordanie ? Et tout cela, avant la guerre génocidaire. Alors, Arthaud, de quel État tu parles ? D'un mirage au mieux, mais plus sûrement d'une capitulation qui couvre la Nakba et la partition de la Palestine, qui nie le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens, qui oublie les Arabes de Jérusalem. LO calque comme toujours sa position sur celle du PCF qui défilait avec le PS et EELV le 26 mai dernier au Trocadéro. Elle est partagée par

les bureaucraties syndicales, les réformistes de toute obédience.

147 des 193 pays qui siègent à l'ONU, cette caverne de brigands (Lénine), ont « reconnu l'État de Palestine » et c'est aussi la ligne de la majorité de la bourgeoisie française. LO dit la même chose que Macron. Elle ne mentionne même pas qu'il continue à armer l'État d'Israël, bourreau des Palestiniens. Il ne reste à Arthaud pour se démarquer que le procès ridicule en sincérité du président de la Ve république et le reproche d'avoir trop tardé.

Macron a, bien sûr, joint sa voix à ce concert d'hypocrisie : il envisage de reconnaître un État palestinien au moment même où la possibilité d'un tel État est en train de disparaître sous nos yeux.

Faire croire aux travailleurs que la possibilité d'un État palestinien existait avant cette guerre est une supercherie. Le gouvernement Netanyahou nie le droit à l'existence des Palestiniens comme l'ont fait tous les gouvernements précédents qui ont étendu la colonisation, emprisonné un million d'hommes, de femmes et d'enfants depuis 1948, mené d'incessantes opérations militaires meurtrières contre la population palestinienne, en Palestine occupée et dans les camps d'exilés dans les pays voisins. Gaza a subi pas moins de 15 guerres depuis la création d'Israël. LO dénonce le gouvernement actuel et les « organisations sionistes d'extrême droite » dans son édito mais omet sciemment que c'est la gauche du sionisme (le Parti travailliste et la centrale syndicale Histadrout réservée aux Juifs) qui était à la manœuvre lors de la Nakba, la première épuration ethnique.

L'obstacle à la reconnaissance et à l'application de tous les droits des Palestiniens a un nom, Israël, et ce depuis 1948, quelle que soit l'aile de la bourgeoisie coloniale qui gouverne, bien avant que Netanyahou (né en 1949) accède au pouvoir avec son parti Likoud (1996), bien avant sa coalition actuelle avec des fascistes et des suprémacistes (2022). Dès l'origine, le projet sioniste, du même type que celui des colons européens en Australie, en Amérique du Nord ou en Argentine, exige le vol des terres et la disparition des populations locales, l'appropriation de ce que le sionisme appelle depuis la fin du 19^e siècle « une terre sans peuple », de la Méditerranée au Jourdain. LO n'en dit pas un mot.

Est-ce parce qu'elle rejoint Macron aussi sur l'assimilation crapuleuse de l'antisémitisme à l'antisionisme ? En tout cas, pas une ligne dans cet édito pour dénoncer les attaques contre les soutiens aux Palestiniens, militants ou associations, que les Macron-Retailleau persécutent ; jamais le sionisme comme responsable de la spoliation, de l'oppression et des massacres de la population palestinienne n'est nommé ni condamné. Arthaud préfère accuser « on ».

Gaza : silence, on extermine un peuple. (titre de l'édito)

LO masque aussi la responsabilité du sionisme en insistant sur la responsabilité des États impérialistes qui dans le découpage dans la région.

Les États impérialistes ont tracé des frontières artificielles entre le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie. Ils ont dressé les peuples les uns contre les autres, Israéliens contre Palestiniens, Arabes contre Kurdes, majorité sunnite ou chiite contre minorités chrétienne, druze, alaouite.

Mais ce n'est pas le cas pour Israël ! Sous le protectorat de la Palestine confié par la SdN (ONU) en 1920 au Royaume-Uni, les sionistes ont organisé des attentats contre les représentants de l'impérialisme britannique. Ni ce dernier, ni l'impérialisme français, ni l'impérialisme américain n'ont pris l'initiative de la colonisation, de l'oppression des Arabes palestiniens, mais bien les organisations sionistes de « gauche » comme de « droite ».

Les frontières actuelles de la Turquie n'ont pas été tracées par les États impérialistes britannique et français, mais résultent de la guerre victorieuse de la Turquie à la Grèce (1919-1922), en dépit du soutien des puissances occidentales à cette dernière. Les « États impérialistes » ont dû s'incliner. Le génocide des Arméniens (1915-1916) n'a pas non plus été décidé par les « États impérialistes » mais par l'État bourgeois turc.

Le dépeçage en 1947 de la Palestine par l'ONU a eu aussi l'aval de la bureaucratie alors au pouvoir en URSS, ce que LO ne mentionne pas. Et certainement pas parce qu'elle l'englobe dans les « États impérialistes », puisqu'elle ne qualifie toujours pas comme capitaliste, en 2025, la Russie de Poutine ! Les sionistes tracent les frontières d'Israël par la guerre permanente, soutenus, financés, surarmés par les impérialismes occidentaux, voilà la vérité. L'État actuel s'est étendu de 57 % depuis novembre 1947. Tant que l'entité sioniste ne sera pas

démantelée, l'existence de la population palestinienne sera menacée.

La balance foireuse de LO

La politique de Nétanyahou est criminelle pour les Palestiniens et suicidaire pour les Israéliens... En fait tous les Israéliens sont otages de ce jusqu'au-boutisme guerrier. Il les condamne à vivre dans un camp retranché, en guerre contre tous leurs voisins.

La fausse symétrie tracée entre le sort des Palestiniens et des Israéliens relève de l'indécence. Qui vit dans des camps, c'est-à-dire dans le dénuement, la dépendance à l'aide internationale, la menace armée ? 4,7 millions de Palestiniens selon l'agence de l'ONU en charge des réfugiés (UNWRA) qui administrait en 2023 58 camps officiels, 19 en Cisjordanie, 8 dans la bande de Gaza, 12 au Liban, 10 en Jordanie, 9 en Syrie. Oser utiliser l'expression « camp retranché » pour parler des lieux de vie de tous les Israéliens, c'est reprendre la propagande sioniste qui clame qu'ils doivent se protéger des Arabes. En réalité, le « camp retranché » signifie pour la vie quotidienne des opprimés, les Palestiniens, expulsions, déplacements forcés, interdiction de circuler librement, détours systématiques pour atteindre son travail ou sa maison, destructions d'habitations et de cultures, vol de l'eau, de récoltes, de bétail, présence permanente de l'armée qui assure l'impunité des colons, qui harcèle, terrorise, frappe, embarque et aussi assassine les Palestiniens.

Des patients palestiniens meurent simplement parce qu'ils ne peuvent pas atteindre les hôpitaux. Des ambulances sont bloquées par les forces israéliennes aux points de contrôle alors qu'elles transportent des patients en état critique, des centres médicaux sont encerclés et perquisitionnés, et des professionnels de santé sont victimes de violences physiques alors qu'ils tentent de sauver des vies. (Médecins sans frontières, 6 février 2025)

Pour Hardy, le fondateur de LO, Israël pouvait devenir « socialiste » et être « bénéfique à la population arabe du Moyen-Orient »

La lutte pour le socialisme dans cette partie du monde passe pour les révolutionnaires israéliens, par la lutte pour la désionisation de l'État israélien...

Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient...

Pour que l'État d'Israël puisse être bénéfique aux Juifs et aux arabes du Moyen-Orient, il lui faudrait une politique et une structure socialistes.

(« Le problème palestinien », *Lutte de de classe* n° 6, juillet 1967)

Comme le PCF, LO avalise les frontières de 1948 issues de la Nakba

Les grandes lignes d'un règlement un peu durable sont connues : celui-ci impliquerait l'évacuation de la plus grande partie des territoires occupés depuis 1967 par Israël et une normalisation progressive des relations avec ses voisins, normalisation à laquelle ceux-ci sont prêts.

(« La guerre de Gaza et l'impasse politique israélienne », *Lutte de de classe*, n° 118, février 2009)

Le « camp retranché » fait non seulement la guerre à l'extérieur (bombardements sur la Syrie, le Liban, le Yémen, attentats et assassinats ciblés dans ces mêmes pays, et en Iran, en Tunisie, etc. pour ne parler que des derniers) mais sans cesse à l'intérieur. Le conjoint palestinien d'un citoyen israélien n'a pas le droit de vivre en Israël ni d'y obtenir la nationalité. La loi *Israël, État-nation du peuple juif*, promulguée le 19 juillet 2018 proclame sa suprématie ethnique et religieuse, officialise les discriminations contre les Arabes de citoyenneté israélienne.

Parmi les 200 000 travailleurs immigrés présents dans le « camp retranché » pour remplacer les Palestiniens expulsés ou interdits de travail, la moitié est réduite à la clandestinité. Le contrat de travail nécessaire pour obtenir un visa d'arrivée en Israël attache le salarié à un patron, puisque tout changement d'employeur implique d'en perdre le bénéfice. Aux ouvriers de l'agriculture venus principalement de Thaïlande et du Sri Lanka, à ceux du bâtiment originaires de Chine, de Moldavie, d'Ukraine, aux travailleuses domestiques

L'orientation constante des communistes internationalistes : contre le sionisme, contre la partition de la Palestine, pour le démantèlement de l'État colonial

Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un État juif, en ce pays où les Juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre.

(Internationale communiste, *Thèses sur les questions nationale et coloniale*, juillet 1920)

L'État juif ne comporte pas un seul élément de progrès ou de libération.

(« L'État juif », *Quatrième Internationale* n° 6, mars 1938)

Le mouvement ouvrier révolutionnaire a toujours mené une lutte violente contre l'idéologie et la pratique sionistes... C'est la partition qui fait la force de l'impérialisme, c'est l'unité de classe au plan international qui fait la nôtre !

(LCR, section palestinienne de la QI, « Contre la partition ! », *Kol Ham'amad* n° 31, septembre 1947)

La position de la 4^e Internationale vis-à-vis de la question palestinienne demeure aussi claire que dans le passé. Elle sera à l'avant-garde du combat contre la partition, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur destin par l'élection d'une assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres des bourgeoisies égyptiennes et syriennes qui essaient de dévier la lutte pour l'émancipation des masses en lutte contre les Juifs, elle appellera à la révolution rurale, à la lutte anticapitaliste et antiimpérialiste, qui sont les moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne peut mener ce combat avec une chance de succès qu'à condition qu'elle prenne position, sans équivoque, contre la partition du pays et l'établissement d'un État juif.

(« La partition de la Palestine », *Quatrième Internationale* n° 39, novembre 1947)

Pour une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Une tâche centrale est de construire un parti ouvrier révolutionnaire capable de mener la lutte pour ces revendications en Palestine même. Toutefois, cette perspective n'est réaliste que si elle inclut l'ensemble du Proche-Orient.

La création d'un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine n'est possible que si elle est soutenue par les masses travailleuses des pays voisins. Cela présuppose la destruction de l'État sioniste d'Israël. Le prolétariat palestinien est devenu extrêmement fragmenté en raison de décennies de déplacement. Un petit nombre a été exploité en Israël dans des conditions précaires. D'autres travailleurs palestiniens dans les camps de réfugiés en Jordanie, au Liban, en Égypte... ont également été transformés en main-d'œuvre bon marché pour la bourgeoisie locale. D'autres sont surexploités dans les monarchies islamistes du Golfe qui dénie tout droit au prolétariat. La situation misérable d'un peuple en état de menaces constantes, de bombardements, de famine... rend la construction d'une telle organisation particulièrement difficile.

De plus, la répression sioniste a détruit jusqu'à présent les organisations communistes internationalistes en Israël-même (Ligue communiste révolutionnaire, Matzpen). La masse du prolétariat israélien a été éduquée depuis des générations dans l'esprit du « travaillisme » sioniste et dans un esprit de supériorité sur ses frères et sœurs de classe palestiniens. Il faudra un bouleversement majeur pour vaincre cette conscience colonialiste et mobiliser le prolétariat israélien pour une Palestine socialiste et multiethnique.

La pertinence de la stratégie de la révolution permanente est clairement évidente au Proche-Orient. Trotsky répondait le 14 février 1939 à un nationaliste bourgeois juif (sioniste) : « *La Révolution française, puis la Révolution d'Octobre, ont accompli plus pour les Juifs que ne l'a fait le sionisme à une question qui n'a pas de solution sous le régime du capitalisme en déclin. Seule une révolution internationale peut sauver les Juifs* ». Aujourd'hui, nous ajoutons : la révolution sociale au Proche-Orient fera plus pour les Palestiniens que ne l'a fait le nationalisme palestinien. Seule une révolution internationale peut sauver les Palestiniens.

(Collectif révolution permanente, « Cessez-le-feu immédiat à Gaza ! », 9 mai 2024, *Révolution permanente 2024*)

venues des Philippines, d'Inde, du Népal s'ajoutent des milliers de demandeurs d'asile (Érythrée, Soudan, Russie) qui vivent dans la précarité. Il y a une lutte de classe en Israël aussi, mais LO ne la voit pas. Elle n'identifie pas la bourgeoisie israélienne derrière le travaillisme comme derrière Nétanyahou, la bourgeoisie palestinienne derrière le Fatah comme derrière le Hamas.

Les peuples, jamais les classes

LO utilise le même vocabulaire (« les peuples ») que LFI et le PCF parce qu'elle pense comme eux, pas comme les communistes. Il n'est jamais question des classes sociales puisque LO ne croit pas un instant que seule la révolution socialiste libèrera la Palestine et tout le Proche-Orient. Elle ne formule aucun mot d'ordre d'unification des rangs du prolétariat, la classe sociale capable de la mener, en luttant pour ses propres intérêts, en prenant la tête des masses opprimées quelle que soit leur ethnie ou leur religion. Sa vision bornée est nationale (chacun les siens) et idéologique (« la volonté », pas la propriété, l'armée...).

Cela ne peut se réaliser que si les opprimés de cette région se dressent contre la volonté de domination et d'exploitation de leurs dirigeants respectifs.

S'adresser aux « travailleuses, travailleurs », c'est bon pour les élections. Dans l'édito cité, Arthaud prêche plutôt en direction de Nétanyahou et ses sbires racistes, au nom, toujours, des « peuples ».

Ce n'est pas en remplissant les cimetières et en déportant des centaines de milliers de personnes que l'on construit la paix. C'est en cessant toute oppression, en démantelant les colonies, en mettant un terme à la politique d'apartheid. C'est en reconnaissant l'égalité de droits entre les peuples !

La perspective que LO appelle de ses vœux (pieux), « la coexistence fraternelle entre le peuple israélien et le peuple palestinien ainsi que les peuples arabes voisins » s'entend sans révolution détruisant les États bourgeois à commencer par le plus artificiel, l'État sioniste. Avec un peu de bon sens et de bonne volonté, bras dessus, bras dessous, donneurs de visas et demandeurs d'asile, membres de l'armée permanente ou des services secrets et prisonniers politiques, colons et expropriés, propriétaires terriens et ouvriers agricoles, capitalistes et prolétaires, pour faire court... Pas besoin de lutte de classe victorieuse, voilà ce que signifie « la fédération des peuples du Moyen-Orient » qui est le mot d'ordre de LO, en lieu et place des États unis socialistes du Proche-Orient qui est le mot d'ordre des marxistes internationalistes.

LO est horrifiée par le génocide (Macron et le pape aussi) mais pas une fois l'édito n'exprime son soutien à la cause palestinienne, ne proclame que la lutte de libération de la Palestine est légitime, que c'est un combat antiimpérialiste, partie intégrante de la lutte du prolétariat mondial. Par parenthèse, LO ne sait pas non plus distinguer puissance impérialiste et peuple opprimé dans l'invasion par la Russie impérialiste de l'Ukraine dont le but explicite est de la recoloniser, comme avant la révolution d'Octobre 1917. Et, quand il s'agit de sa propre bourgeoisie, LO ne se prononce pas pour l'indépendance de la Kanaky.



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 33

Les dirigeants de LO qui commettent cette prose de petits curés tentent de rabaisser la résistance palestinienne à de bas instincts.

Chaque nouveau bombardement nourrit la haine et le désir de vengeance. De nouvelles générations de Palestiniens grossiront les rangs des combattants à Gaza, au Liban, au Yémen, en Syrie.

LO déplore que les rangs des combattants puissent grossir ? Pas les communistes ! Les communistes entendent disputer ces combattants à l'influence des directions bourgeoises qui les conduisent à la défaite, qu'elles soient cléricales ou nationalistes arabes. Pour cela, ils s'efforcent de présenter leur programme et non de le cacher, pour la Palestine comme pour la France.

Et leur internationalisme se traduit concrètement, en commençant par relayer l'appel des syndicats palestiniens aux travailleurs et aux organisations syndicales pour empêcher les livraisons d'armes venant de France ou transitant par les aéroports et les ports français à destination de l'armée sioniste. Est-ce que les permanents syndicaux LO, semi-permanents et délégués dans la CGT mènent ce combat contre la direction de la confédération qui est pour « la paix » mais ne bloque pas les moyens de faire la guerre aux Palestiniens ? L'édito n'en dit rien non plus et termine en étant incapable de formuler le moindre axe concret de combat communiste : « nous, ici » (difficile de trouver moins prolétarien, moins politique !) devons « porter cette perspective » (ça se porte comment ?) « contre nos dirigeants » (les tiens, peut-être, Arthaud, pas les nôtres !) « complices de ce nouveau génocide » (il manque : « en armant et renseignant Israël, en interdisant des associations et des réunions de soutien aux Palestiniens, en poursuivant des militants, en maintenant en prison Georges Ibrahim Abdallah »).

10 juin 2025

Pour arrêter Israël, boycott des livraisons d'armes !

Le gouvernement israélien a interdit tout accès à la bande de Gaza aux journalistes internationaux, a tué plus de 200 journalistes palestiniens, mais il n'a pu totalement empêcher que des images insoutenables d'enfants palestiniens morts de faim ne parviennent aux yeux du monde entier. Contre toute évidence, l'État sioniste continue de mentir éhontément.

Il n'y a pas de famine à Gaza. Il y a une propagande, voulue par le Hamas, pour créer un chaos humanitaire et pour accuser Israël. (Olivier Rafowicz, porte-parole de l'armée israélienne, *BFMTV*, 25 juillet)

Au moins 600 000 personnes souffrent de malnutrition, dont 60 000 femmes enceintes. Au 27 juillet, plus de 130 personnes étaient déjà mortes de faim, dont de nombreux enfants et la situation se dégrade maintenant rapidement. Plus de 116 000 tonnes de nourriture sont bloquées par Israël et l'Égypte. Le Programme alimentaire mondial (ONU) appelle au cessez-le-feu, seule solution « pour que l'aide parvienne à l'ensemble de la population civile ».

Les distributions à Gaza s'élèvent en moyenne à seulement 28 camions par jour (contre environ 500 avant la guerre) et des tonnes de nourriture, d'eau potable, de fournitures médicales, d'articles de première nécessité sont entreposées juste à l'extérieur de Gaza. (Médecins sans frontières, Médecins du monde, Oxfam international, *Communiqué*, 25 juillet)

D'après l'ONU, plus de 1 000 personnes ont été tuées par des tirs de soldats israéliens placés à proximité des rares points de distribution totalement anarchique qui sont devenus de véritables souricières pour les affamés. Ils sont monopolisés par la GHF, un organisme sous le contrôle direct d'Israël qui a évincé les organisations de l'ONU et les ONG.

À l'exception des États-Unis, même des soutiens indéfectibles d'Israël, sont inquiets du caractère explosif de la situation au Proche-Orient.

Nous appelons le gouvernement israélien à lever immédiatement les restrictions sur l'acheminement de l'aide. La catastrophe humanitaire à laquelle nous assistons doit cesser immédiatement. (Allemagne, France, Grande-Bretagne, *Communiqué commun*, 25 juillet)

Israël a annoncé le 27 juillet une « pause tactique » de ses opérations militaires de 10 h à 20 h tous les jours dans 3 zones. Mais les bombardements ont continué, tuant le matin-même 9 réfugiés dans des camps à Khan Younès et Deir Al-Balah. Quelques vivres ont été parachutés et le passage de quelques camions d'aide humanitaire a été autorisé à Rafah. En réalité, Israël ne fait que manoeuvrer avec quelques opérations de communication, mais poursuit le génocide.

Le 20 juillet, l'armée israélienne a lancé un nouvel ordre d'évacuation, chassant la population de la zone de Deir al-Balah. Les personnels et les entrepôts de l'OMS ont été bombardés délibérément trois fois dans la même journée.

Macron s'est prononcé pour que la France reconnaisse un État palestinien en septembre à l'ONU. Roussel s'en félicite (« une évolution importante », 25 juillet) après Faure (« je salue la décision », 24 juillet) et Mélenchon (« une victoire morale », 24 juillet). Un État palestinien qui vivrait en paix au côté de l'État israélien est au mieux une chimère, au pire une trahison du combat des Palestiniens. Car qu'est-ce que la « solution à deux États » de l'ONU et de l'État impérialiste français depuis 1947, soutenue par tous les réformistes et par LO, sinon la légitimation du sionisme, de l'expulsion de 750 000 Palestiniens dès la création de l'État d'Israël,

de presque 80 années de répression, de guerres, de vols et d'humiliation contre les Palestiniens ? Les accords d'Oslo de 1993, censés aboutir à la création d'un État palestinien, n'étaient qu'une manoeuvre pour vassaliser l'OLP. Aujourd'hui, Israël n'a même plus besoin de cette couverture, il revendique ouvertement la totalité de la Palestine, et même au-delà, et défend l'extermination ou l'expulsion de tous les Palestiniens. Le parlement israélien a voté par 71 voix contre 13 une motion appelant à l'annexion totale de la Cisjordanie.

La souveraineté en Judée-Samarie fait partie intégrante de la réalisation du sionisme et de la vision nationale du peuple juif, qui est retournée dans sa patrie. (Knesset, 23 juillet)

Macron parle d'un État palestinien, mais en sous-main, l'État français continue à fournir des armes, tout en persécutant ouvertement les militants et les organisations qui soutiennent les Palestiniens. Aucun soutien à Macron !

Les dockers du port de Fos ont bloqué le 4 juin l'expédition de 3 conteneurs d'éléments de liaison des balles de mitrailleuses et de fusils automatiques et de tubes de canon.

Front unique ouvrier pour organiser le boycott des livraisons d'armes, pour mettre fin à toute collaboration militaire ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Levée de toute menace de dissolution pour Urgence Palestine ! Libre entrée dans l'Union européenne et la France des réfugiés de Gaza ! Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte ! Retrait immédiat de l'armée israélienne de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, du Liban et de la Syrie ! Bas les pattes devant le Yémen et l'Iran !

28 juillet 2025

